



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 19 SEPTEMBRE 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 19TH, 1942

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
1—1-52

### Lettres Patentes

#### "Carsil Products Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1942, constituant en corporation: Herman Silbermann, manufacturier, des cité et district de Montréal, Jack Carrick, représentant commercial, et Mme Amy Silbermann, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jack Carrick et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ou aucune de leurs spécialités tous ou aucun ou plus des commerces suivants: le commerce qui consiste à manufacturer, agir comme agents de manufacturiers, produire, distribuer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier à forfait ou autrement faire le commerce comme marchands en gros, détaillants, agents de toutes sortes de viandes, d'accessoires de bouchers et d'épiciers et accessoires et autres sous-produits comestibles de maisons de mise en conserves, abattoirs, usines de clarification, manufacturiers de suif, chandelles et saucisses; animaux, volailles, bestiaux, poissons, peaux brutes, peaux vertes, peaux, cuir, suif, huiles; de viandes en boîtes, en

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.  
1—1-52

### Letters Patent

#### "Carsil Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1942, incorporating: Herman Silbermann, manufacturer, of the City and District of Montreal, Jack Carrick, commercial representative and Mrs. Amy Silbermann, housewife, wife separate as to property of the said Jack Carrick and by him duly authorized for the purposes hereof, both of the City of Outremont, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all or any of their branches all or any one or more of the following businesses: the business of manufacturing, manufacturers' agents, producing, distributing, buying, selling, importing, exporting, jobbers, or otherwise dealing with as wholesalers, retailers, agents in all kinds of meats, butchers' and grocers' supplies, and accessories and other edible by-products of packing houses, abattoirs, rendering establishments, tallow chandleries and sausage manufactories; animals, poultry, cattle, fish, hides, skins, pelts, leather, tallons, oil; canned, preserved, pickled and cured meats, vegetables and fruits, grains, game, fish, fowl, game and ex-

conserves, marinées et fumées, légumes et fruits, grains, gibier, poissons, volailles, gibiers et extraits, sirops, confitures, essences et sauces; tissus élastiques, ceinturons, corsets, bas, gants, maillots de bain, brassières, lingerie; textiles, coton, laine, filés et autres substances fibreuses, toiles, lin, soie, chanvre et autres tissus textiles et fils, draps, dentelles, marchandises sèches, marchandises de fantaisie, effets en cuir, marchandises imperméables, marchandises tricotées, caoutchouc, caoutchouc india, gutta percha et tous articles contenant du caoutchouc sous aucune forme, cellulose, boutons, boucles, ceintures, bretelles, élastiques, jarretières et habits pour hommes, dames et enfants et vêtements d'aucune et toutes sortes et toutes sortes de pardessus, sous-vêtements, lingerie et tous accessoires y connexes sans exception ou réserve, ornements, nécessaires de toilette, parfumerie et savons; produits chimiques, préparations chimiques, produits de la viande, saucisses, boyaux, épices, céréales, produits des céréales, bestiaux, cours à bestiaux, entrepôts, abattoirs, fabriques, établissements industriels, sous le nom de "Carsil Products Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatre juillet 1942.

2005 L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

**"Drummond Café Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six août 1942, constituant en corporation: Armand Latreille, commis, Abe E. Enzel, vendeur, et Edmond Desjardins, marchand, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Etablir et exploiter un restaurant et café ou des restaurants et cafés, dans la province de Québec, fournir et servir des repas et des breuvages en vue d'un profit à toutes personnes et patrons ou clients qui peuvent entrer dans les lieux utilisés par la compagnie comme restaurant et café ou restaurants et cafés, sous le nom de "Drummond Café Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce six août 1942.

2006 L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

**"Golden's Men's Wear Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1942, constituant en corporation: Joseph Samuel Caplan, avocat, Raphael Schwartz, comptable, et Mme Stella Joubert, sténographe, épouse séparée de biens de Lionel-J. Bourget, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

tracts, syrups, jams, essences and sauces; elastic fabrics, girdles, corsets, hosiery, gloves, bathing suits, brassieres, lingerie; textiles, cotton, wool, worsted and other fibrous substances, linens, flax, silk, hemp and other textile fabrics and yarns, drapes, laces, dry goods, fancy goods, leather goods, waterproof goods, knitted goods, rubber, India rubber, gutta percha and all articles containing rubber in any form, cellulose, buttons, buckles, belts, suspenders, elastic, garters and mens', womens' and children's clothing and wearing apparel of any and all kinds and all kinds of outer garments, undergarments, underwear, all accessories thereto without exception or reserve, ornaments, toilet requisites, perfumery and soaps; chemicals, chemical preparations, meat products, sausages, casings, spices, cereals, cereal products, live stock, stock market yards, warehouses, abattoirs, factories, industrial establishments, under the name of "Carsil Products Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated of the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1942.

2005-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Drummond Café Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1942, incorporating: Armand Latreille, clerk, Abe E. Enzel, salesman, and Edmond Desjardins, merchant, all of the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish and operate a restaurant and café, or restaurants and cafés, in the Province of Quebec, to cater to and to serve meals and beverages for profit, all such persons and customers or clients who may enter premises utilized by the Company as a restaurant and café, or restaurants and cafés, under the name of "Drummond Café Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1942.

2006-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Golden's Men's Wear Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1942, incorporating: Joseph Samuel Caplan, advocate, Raphael Schwartz, accountant, and Mrs. Stella Joubert, stenographer, wife separate as to property of Lionel-J. Bourget, and by the latter duly authorized for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer, négocier et faire le commerce de toutes sortes d'habits pour hommes, vêtements, fournitures et accessoires faits d'aucune sorte de tissus comprenant la fabrication, l'importation, l'exportation, la vente en gros et en détail du tissu brut dont aucun des articles peut être fait, sous le nom de "Golden's Men's Wear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatre août 1942.

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

2007

**"J. Alphonse Boivin & Compagnie Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'août 1942, constituant en corporation: Joseph-Alphonse Boivin, marchand, Gérard Boivin, gérant, et Mademoiselle Gabrielle Boivin, fille majeure, commis, tous trois de Loretteville, dans le district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter le commerce de négociants, importateurs et exportateurs de produits alimentaires, bouchers, épiciers, marchands de provisions, laitiers, boulangers, confiseurs et marchands de tabac, soit en gros ou en détail, et manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, troquer et faire un négoce général, soit en gros ou en détail, de produits alimentaires, viande, poisson, légumes, beurre, fromage, œufs, lait, produits laitiers, thé, café, chocolat, épicerie de toutes sortes, fruits, cigares, cigarettes, tabac, eaux gazeuses et autres breuvages, et les produits ou sous-produits d'aucun d'iceux;

Manufacturer, raffiner, importer, exporter, emballer, confire, mettre en conserve, et autrement préparer pour le marché, les viandes, les légumes, les céréales, les fruits, le sucre, la mélasse, les sirops, les bonbons et les confiseries et autres produits alimentaires et les produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de "J. Alphonse Boivin & Compagnie Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Loretteville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,  
Assistant-procureur général suppléant.

2008-o

**"Larchmont Realities Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1942, constituant en corporation: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Edgar Schwisberg, avocats, et Ethel Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, négocier et faire le commerce, soit comme mandants ou comme agents, de toutes sortes de propriétés immobilières;

To manufacture, buy, sell, export, import, trade in and deal with all kinds of men's clothing, apparel, furnishings and accessories made of any kind of material including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail of the raw material of which any of the articles may be made, under the name of "Golden's Men's Wear Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1942.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

2007-o

**"J. Alphonse Boivin & Compagnie Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of August, 1942, incorporating: Joseph Alphonse Boivin, merchant, Gérard Boivin, manager, and Mademoiselle Gabrielle Boivin, spinster, clerk, all three of Loretteville, district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in, importers and exporters of food products, butchers, grocers, provision merchants, milkmen, bakers, confectioners and tobacco merchants, whether wholesale or retail, and to manufacture, import, export, buy, sell, trade and deal generally, whether wholesale or retail, in foodstuffs, meat, fish, vegetables, butter, cheese, eggs, milk, dairy products, tea, coffee, chocolate, groceries of all kinds, fruit, cigars, cigarettes, tobacco, aerated waters and other beverages, and the products or by products of any of same;

To manufacture, refine, import, export, pack, preserve, can, and otherwise prepare for market, meats, vegetables, cereals, fruit, sugar, molasses, syrups, candies and confectionery and other foodstuffs and the products and by-products of same, under the name of "J. Alphonse Boivin & Compagnie Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Loretteville, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1942.

P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

2008

**"Larchmont Realities Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1942, incorporating: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Edgar Schwisberg, advocates, and Ethel Schwisberg, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, improve, manage, develop, exchange, lease, deal in and deal with, whether as principals or as agents, all kinds of immoveable property;

Exercer le commerce de construction de tous genres de bâtisses, installations et usines, sous le nom de "Larchmont Realities Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatre juillet 1942.

2009

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

To carry on the business of construction of all manner of buildings, plants and works, under the name of "Larchmont Realities Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1942.

2009-o

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Levinoff and Herscovitch Limited"**

Avis est, par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 19 août 1942, constituant en corporation: Isaac Levinoff, Hyman Herscovitch, bouchers, et Louis Diner, avocat et conseil en loi du Roi, tous des cités et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les commerces d'importateurs, manufacturiers, expéditeurs, sauteurs, distributeurs, marchand général, soit comme principal ou comme agent, de la viande, des produits et dérivés de la viande, marchands de peaux, ainsi que dans toutes les sortes de branches concernant l'industrie de la viande, marchandises de toutes sortes, genre et description;

Agir comme commerçants de bestiaux dans toutes leurs spécialités différentes et les importer et exporter, soit comme principal ou agent, sous le nom de "Levinoff and Herscovitch Limited", avec un capital total de cinq cents dollars (\$500), divisé en cinq (5) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 19 août 1942.

2010

P. FRENETTE,  
Assistant-procureur général suppléant.

**"Levinoff and Herscovitch Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1942, incorporating: Isaac Levinoff, Hyman Herscovitch, butchers, and Louis Diner, advocate and king's Counsel, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers, manufacturers, packers, curers, distributors, dealers generally, either as principal or as agent, in meat, products of meat, meat produce, hide dealers, as well as all kinds of branches pertaining to the meat industry of any kind, character and description of such goods;

To act as cattle dealers in all its various branches and import and export same, either as principal or agent, under the name of "Levinoff and Herscovitch Limited", with a total capital stock of five hundred dollars (\$500.00), divided into five (5) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1942.

2010-o

P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

**"Morgan Leather Goods Co."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 20 août 1942, constituant en corporation: William Morganstein, manufacturier, Hyman Eric Feigelson et Nathaniel Leonard Rappaport, tous deux avocats, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général les métiers de marchands de cuir et manufacturiers de cuir, et de manufacturiers de toutes sortes de marchandises composées de cuir, ou de cuir et autres matières, ou de similicuir, et de toutes sortes de marchandises de fantaisie et nouveautés composées de matières quelconques, ainsi que toutes les matières, substances, et accessoires servant à la manufacture du cuir, et des marchandises en cuir et imitation de cuir, et marchandises de fantaisie et nouveautés de toutes sortes, y compris des pièces de métal, garnitures et doublure, et acheter, vendre, exercer le commerce et le négoce, mettre sur le marché, importer, et exporter ces marchandises, y compris, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, les commerces qui consistent à acheter, vendre, manufacturer, exporter, ou importer des gants, portefeuilles, spécialités, sacs, récipients, malles, valises, sacoches, bourses, portemanteaux, sacs de voyage, portefeuilles, boîtes à cravates, ceintu-

**"Morgan Leather Goods Co."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1942, incorporating: William Morganstein, manufacturer, Hyman Eric Feigelson and Nathaniel Leonard Rappaport, both advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of leather merchants and leather manufacturers, and of manufacturers of all kinds of goods composed of leather, or of leather and other materials, or of imitation leather, and of all kinds of fancy goods and novelties of whatever material composed, as also of all the materials, substances, and accessories used in the manufacture of leather, and of leather and leatherette goods, and of fancy goods and novelties of all kinds, including metal parts, trimmings and linings, and to buy, sell, deal in and deal with, market, import and export the same, including, but without limitation of the generality of the foregoing purpose, the business of purchasing, selling, manufacturing, exporting, or importing gloves, pocket-books, specialties, bags, containers, trunks, valises, handbags, purses, suitcases, travelling-bags, portfolios, tie-cases, belts, billfolds, tobacco pouches, leather sporting goods, leggings and any other articles

res, portefeuilles, blagues à tabac, marchandises de sport en cuir, guêtres et autres objets se rapportant directement ou indirectement à la fabrication d'aucun desdits articles ou accessoires ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Morgan Leather Goods Co." avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 3964, Boulevard St-Laurent, dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 20 août 1942.

P. FRENETTE,

2012 Assistant-procureur général suppléant.

relating directly or indirectly to the manufacture of any of the above mentioned articles or accessories thereto, under the name of "Morgan Leather Goods Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 3964 St. Lawrence Boulevard, in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2012-o Acting Deputy Attorney General.

#### "Montreal Industrial Services Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un août 1942, constituant en corporation: Léon Bienjonetti, technicien, Elzéar N. Gougeon, ingénieur mécanicien, tous deux de la cité de Montréal, et Hyman Singer, manufacturier, de la ville de Montréal-est, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Concevoir, construire et mettre en opération des boutiques de mécanique pour la fabrication d'outils et d'instruments mécaniques de toutes sortes, de machines et machinerie de tous genres;

Faire toutes sortes de travaux comme mécaniciens, et promouvoir, organiser et exploiter une compagnie dans le même but, sous le nom de "Montreal Industrial Services Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 4,000 actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et un août 1942.

P. FRENETTE,

2011 Assistant-procureur général suppléant.

#### "Montreal Industrial Services Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1942, incorporating: Leon Bienjonetti, technician, Elzéar-N. Gougeon, mechanical engineer, both of the City of Montreal, and Hyman Singer, industrialist, of the town of Montreal-East, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conceive, build and put into operation mechanical shops for the construction of tools and mechanical implements of all kinds, machines and machineries of all kinds;

To do all kinds of works as mechanics, and to promote, organize and operate a company for the same purpose, under the name of "Montreal Industrial Services Limited".

The capital stock of the company is divided into 4,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be two thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2011-o Acting Deputy Attorney General.

#### "Seeley Systems (Quebec) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six août 1942, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi du Roi, Pierre Décary, avocat, et Jeanne Marchildon, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme libraires, imprimeurs, lithographes, stéréotypeurs, électrotypers, imprimeurs photographiques, photo-lithographes, graveurs, médailleurs, relieurs, manufacturiers de livres de compte et pièces métalliques de tels livres de compte et la machinerie pour la fabrication d'iceux, fabricants de papier, fabricants de boîtes, fondeurs de caractère, photographes, marchands de timbres, agents de publicité, dessinateurs de modèles, dessinateurs, manufacturiers d'encre, vendeurs de livres, publicistes, marchands de matériaux utilisés dans la fabrication du papier, ébénistes, marchands de livres d'index, équipement, miméographes, multigraphes et adressographes et généralement de machines d'affaires, cartes et systèmes de classification, installations mécaniques de tenue de livres,

#### "Seeley Systems (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1942, incorporating: John Austin Murphy, Advocate and King's Counsel, Pierre Décary, advocate, and Jeanne Marchildon, spinster of the full age of majority, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as stationers, printers, lithographers, stereotypers, electrotypers, photographic printers, photo-lithographers, engravers, die-sinkers, bookbinders, manufacturers of account books and metal parts of such account books and machinery for the manufacture thereof, paper makers, box makers, type foundry, photographers, dealers in stamps, advertising agents, designers, draftsmen, ink manufacturers, booksellers, publishers, dealers in materials used in the manufacture of paper, cabinet makers, dealers in index, equipment, mimeographs, multigraphs and addressographs and generally in business machines, card and filing systems, mechanical bookkeeping equipment, library systems and supplies, filing cabinets and office furniture and supplies and dealers in or manu-

systèmes de bibliothèque et accessoires, cabinets de classification et ameublement de bureau et accessoires et négociants ou manufacturiers d'aucun autres articles ou choses d'un caractère semblable ou analogue aux précédents ou aucun d'eux ou se rapportant à iceux, sous le nom de "Seely Systems (Quebec) Limited", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-six août 1942.

P. FRENETTE,

2013 Assistant-procureur général suppléant.

**"Service Industries Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 19 août 1942, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, Alexander Gordon Yeoman, commis en Loi, William Patrick Creagh, commis en loi, John Lawrence McCrory, secrétaire, et Clifford George Meek, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, diriger, et exploiter de toute manière que ce soit, les commerces, métiers et opérations de fabricants, finisseurs, laqueurs, peintres, polisseurs, teinturiers, vernisseurs et ajusteurs et à ce sujet, sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède, finir, laquer, vernir, peindre, polir, teindre, ajuster et-ou assembler des articles d'aucune et de toutes descriptions faits de métal, métaux, bois, produits du bois, et-ou matériaux de bois;

Manufacturer, acheter, vendre et exercer le commerce de boîtes en métal et autres récipients de toutes sortes, couleurs, colle, colle de pâte, encre, teinture, peinture, vernis, produits chimiques et dérivés et tous articles, appartenances, produits et sous-produits d'iceux sous le nom de "Service Industries Limited".

Et il est de plus ordonné et déclaré, que les actions de la compagnie ne pourront être transférées sans le consentement des directeurs attesté par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exception des employés actuels et des anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et ont continué de l'être après avoir quitté ledit emploi, n'excedera pas vingt;

Toute invitation au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la compagnie est interdite;

Le capital actions de la compagnie est divisé en deux cents (200) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de mille dollars (\$1,000).

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 19 août 1942.

P. FRENETTE,

2014 Assistant-procureur général suppléant.

facturers of any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them or connected therewith, under the name of "Seeley Systems (Quebec) Limited", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2013-o Acting Deputy Attorney General.

**"Service Industries Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1942, incorporating: Francis George Bush, manager, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, William Patrick Creagh, law clerk, John Lawrence McCrory, secretary, and Clifford George Meek, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the businesses, trades and activities of processors, finishers, lacquers, painters, polishers, stainers, varnishers and trimmers and in that connection and without in any way or manner limiting the generality of the foregoing to process, finish, lacquer, varnish, paint, polish, stain, trim and-or assemble, any and all kinds and descriptions of articles made of metal or metals, wood, wood products and-or materials;

To manufacture, buy, sell and deal in metal and other boxes and containers of all kinds, colours, glues, pastes, inks, dyes, stains, paints, varnishes, chemicals, chemical products and derivatives and any other articles, appurtenances, products and by-products thereof, under the name of "Service Industries Limited".

And it is further ordained and declared that the shares of the Company shall not be transferred without the consent of the directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited;

The capital stock of the Company is divided into two hundred (200) shares having no nominal or par value, and the amount with which the Company will commence its operations will be one thousand dollars (\$1,000).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2014-o Acting Deputy Attorney General.

**"Société de Bienfaisance des Enfants  
Nécessiteux"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour d'août 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Olivier Vallerand, gérant de l'Alliance Nationale, 705 rue St-Cyrille, Léopold Blais, vendeur d'assurance-vie, 3 rue LaSarre, Lucien Laperrière, percepteur, 1169 rue St-Vallier et Robert Lacasse, infirmier, 125 rue Ste-Hélène, Apt 5, tous quatre de la cité de Québec, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

S'appliquer selon leurs facultés et leurs moyens, à l'instruction des enfants pauvres et infirmes le tout en conformité avec les aptitudes que leur aura jugé leur curé ou autre dirigeant qualifié;

Venir en aide aux enfants des familles pauvres par tous les moyens possibles et honnêtes, sous le nom de "Société de Bienfaisance des Enfants Nécessiteux".

Le montant auquel seront limités les biens immobiliers ou les revenus provenant de tels biens que pourra acquérir et posséder la corporation sera de \$100,000.00 pour la valeur des immeubles et de \$10,000.00 pour le revenu annuel pouvant provenir desdits immeubles que pourra posséder la corporation.

Le bureau principal de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

2015-o Assistant-procureur général suppléant.

**"Société de Bienfaisance des Enfants  
Nécessiteux"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Louis Olivier Vallerand, manager of "l'Alliance Nationale", 705 St. Cyrille street, Léopold Blais, life insurance salesman, 3 LaSarre street, Lucien Laperrière, collector, 1169 St-Vallier street, and Robert Lacasse, orderly, 125 Ste-Hélène street, Apt. 5, all four of the city of Quebec, district of Quebec, for the following purposes:

To apply themselves, according to their faculties and means, to the instruction of poor and infirm children, the whole in accordance with whatever tendencies their pastor or other qualified director may have adjudged them;

To come to the aid of children of poor families by every possible honest means, under the name of "Société de Bienfaisance des Enfants Nécessiteux".

The amount to which the immoveable properties or the revenues derived therefrom which the corporation may acquire and possess are to be limited is \$100,000 for the value of the immoveables and \$10,000 for the annual revenue which may be derived from the said immoveables which the corporation may own.

The head office of the corporation will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2015 Acting Deputy Attorney General.

**Lettres Patentes Supplémentaires****"Metropolitan Electric Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du neuf juillet 1942, accordant des pouvoirs additionnels à la compagnie "Metropolitan Electric Company Limited":

Exercer le commerce comme constructeurs ou entrepreneurs généraux, manufacturiers, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, négociants et marchands d'appareils et accessoires de plomberie, de chauffage et d'installations à vapeur, systèmes et accessoires de chauffage et de ventilation, tuyaux, dispositifs, appareils et réparation d'accessoires pour les systèmes de chauffage, d'éclairage, gaz ou aqueduc;

Manufacturer, produire, installer, réparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de réfrigérateurs, systèmes de réfrigération, appareils réfrigérants et leurs spécialités et accessoires de toutes sortes et exercer le commerce de machinistes et fondeurs;

Manufacturer, produire et autrement préparer, acheter ou autrement acquérir, emmagasiner, transporter, disposer de et généralement faire le commerce de (1) babbitt, cuivre, acier et leurs composés ou tous autres métaux et tous articles et choses utilisés dans la fabrication ou le travail d'iceux, et aucune et toutes marchandises et

**Supplementary Letters Patent****"Metropolitan Electric Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of July, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, granting the further powers to the "Metropolitan Electric Company Limited":

To carry on business as builders or general contractors, manufacturers, buyers, sellers, exporters, importers, merchants of and dealers in, plumbing, heating and steamfitting, fixtures and supplies, heating and ventilating plant and supplies, pipes, fittings, apparatus and repairs for heat, light, gas or water supplies;

To manufacture, produce, install, repair, buy, sell and otherwise deal in refrigerators, refrigeration units, refrigerating appliances, and their specialties and supplies of all kinds and to carry on the business of machinist and foundry-men;

To manufacture, produce and otherwise prepare, to buy or otherwise acquire, store, transport, dispose of and deal generally in (1) babbitt, brass, steel and their compound or any other metals, and all articles and things used in the manufacture and working thereof, and any and all merchandise and commodities of whatsoever

commodités de nature et caractère que ce soit; (2) et tous matériaux, machinerie, accessoires, produits et approvisionnements appropriés ou adaptés pour être utilisés dans ou en rapport ou relativement à la fabrication, préparation ou production d'aucun des articles, marchandises et commodités susdits, et aussi aucune et toutes commodités et choses qui en résultent ou sont les sous-produits de la fabrication, production ou préparation dont aucun desdits produits peut être un facteur ou un ingrédient ou dont ils peuvent être une partie constituante;

Manufacturer, produire, installer, réparer, acheter, vendre, et faire le commerce de briques de toute catégorie et description, terra cotta, matières à l'épreuve du feu, tuiles, tuyaux de drainage et d'égoûts, tuyaux à l'eau et tous autres produits et matériaux entrant dans la fabrication, la vente et la disposition d'iceux;

Exercer le commerce comme marchands et travailleurs, manufacturer, vendre et faire le commerce du ciment "Portland" et toutes sortes de ciment naturel et autre, chaux, pierre à chaux, plâtres calcinés et autres et pierre artificielle; et ériger ou acquérir par achat, bail ou autrement des ateliers, fours et bâtisses;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de produits chimiques, teintures, ciments, minéraux, superphosphates, savons, engrais, peintures, mordants à vernis, polis, colorants, huiles, acides, alcools, charbon, coke, goudron, les produits et dérivés du goudron, la tourbe, les produits de la tourbe, caoutchouc, les articles et produits du caoutchouc, accessoires pharmaceutiques, préparations chimiques, articles et mélanges, séparément ou en combinaison, et sous toutes conditions et à tous les degrés de préparation et de fabrication;

Exercer les métiers ou commerces de maîtres de forges, fabricants d'acier, convertisseurs d'acier, propriétaires de houillères, manufacturiers de coke, mineurs, fondeurs, fabricants de plaques d'étain et fondeurs en fer dans toutes leurs spécialités respectives;

Exercer le commerce comme manufacturiers de produits chimiques et engrais, distillateurs, fabricants de teintures, fabricants de gaz, métallurgistes et mécaniciens;

Exercer les affaires d'entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour toiture et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs et passer des contrats pour leur installation;

Exercer le commerce général qui consiste à draguer dans toutes ses phases comprenant le creusage de fossés, canaux, voies d'eau, cours d'eau et la réclamation de terrains inondés;

Exercer le commerce de remorquage et de démolition dans toutes ses spécialités et faire le commerce, bâtir, construire, réparer, récupérer, assembler, acheter, louer ou autrement acquérir, exploiter, naviguer, entretenir, posséder, nolisier et vendre ou autrement disposer de toutes sortes de bateaux, bateaux à vapeur, traversiers, barges, dragues, remorqueurs, bacs, allèges, équipement de remorquage, de démolition et de récupération et toutes sortes de machinerie, palans, bateaux, équipement, approvisionnement et autres articles requis ou utilisés dans les bateaux ou vaisseaux d'aucune et toute description ou se rapportant à iceux;

nature and character; (2) and all materials, machinery, appliances, products and supplies proper or adapted to be used in or in connection with or incidental to the manufacture, preparation or production of any of the articles, merchandise and commodities aforesaid, and also any and all commodities and things which result from or are by-products of the manufacture, production or preparation of which any of the said articles may be a factor, or an ingredient, or of which the same may be a component part;

To manufacture, produce, install, repair, buy, sell and deal in bricks of every class and description, terra cotta, fire-proofing, tiles, drain and sewer pipes, watermains and all other products and materials entering into the manufacture, sale and disposition thereof;

To carry on the business of dealers in and workers in, to manufacture, sell and deal in Portland cement, and all kinds of natural and other cement, lime, limestone, calcined and other plasters and artificial stone; and to erect, or acquire by purchase, lease or otherwise, manufacturing, kilns and buildings;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in chemicals, dye stuffs, cements, minerals, superphosphates, soap, fertilizers, paints, varnishes pigments, polishes, stains, oils, acids, alcohols, coal, coke, coal-tar, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products, pharmaceutical supplies, chemical preparations, articles and compounds separately or in combination, and under all conditions, and at all stages of preparation and manufacture;

To carry on the trades or businesses of iron masters, steel makers, steel converters, colliery proprietors, coke manufacturers, miners, smelters, tin-plate makers, and iron founders, in all their respective branches;

To carry on business as manufacturers of chemicals and fertilizers, distillers, dye makers, gas makers, metallurgists, and mechanics;

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparation and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers and to contract for the installation of same;

To carry on the general business of dredging in all its phases including the digging of ditches, canals, waterways, and water courses and the reclamation of inundated lands;

To carry on the business of towing and wrecking in all its branches and to deal in, build, construct, repair, salvage, fit out, buy, lease or otherwise acquire, operate, navigate, maintain, own, charter and to sell or otherwise dispose of all manner of ships, steamboats, ferry boats, barges, dredges, tugs, scows, lighters, towing, wrecking and salvage outfits and all kinds of machinery, tackle, ships, furnishings, stores and other articles required for or used in ships or vessels of any and every description or in connection therewith;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'explosifs, poudre et munitions.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf juillet 1942.

P. FRENETTE,  
2016 Assistant-procureur général suppléant.

**"Pharmacies Modernes Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour d'août 1942, à la compagnie "Pharmacies Modernes Inc.", ratifiant le Règlement N° 50 augmentant son capital de \$49,000.00 à \$69,000.00, par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$25.00 chacune et de 400 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$25.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,  
2017-o Assistant-procureur général suppléant.

**"The American Advertising Agency, Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sept août 1942, accordant des pouvoirs additionnels à la compagnie "The American Advertising Agency, Ltd.", prolongeant le délai de l'abandon de sa charte tel que fixé par l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept août 1942.

P. FRENETTE,  
2018 Assistant-procureur général suppléant.

To manufacture, buy, sell, and deal in explosives, powder and ammunition.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1942.

P. FRENETTE,  
2016-o Acting Deputy Attorney General.

**"Pharmacies Modernes Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of August, 1942, to the company "Pharmacies Modernes Inc." ratifying By-law No. 50 increasing its capital stock from \$49,000. to \$69,000. by the creation of 400 additional common shares of a par value of \$25. each and of 400 additional preferred shares of a par value of \$25. each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1942.

P. FRENETTE,  
2017 Acting Deputy Attorney General.

**"The American Advertising Agency, Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of August, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, granting further powers to "The American Advertising Agency, Ltd.", by extending the delay for the forfeiture of its charter as fixed by section 25 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1942.

P. FRENETTE,  
2018-o Acting Deputy Attorney General.

**Arrêtés en Conseil**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2335

Québec, le 10 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux doubleurs—navigation océanique—dans le port de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes ci-après mentionnées, à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Robert Reford Co. Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; McLean Kennedy Limited; County Line, Limited; Montreal Australia New Zealand Line; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Elder Dempster Lines, Ltd.; International Mercantile Marine Co. (Canada) Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Alcoa Steamship

**Orders in Council**

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2335

Quebec, September 10, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the shipliners—oceanic navigation—of the Harbour of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the contracting parties hereinafter mentioned to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Robert Reford Co. Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; McLean Kennedy Limited; County Line Limited; Montreal Australia New Zealand Line; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; International Mercantile Marine Co. (Canada) Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Alcoa Steamship

Company Inc.; Joseph Constantine Steamship Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freight-ing Corp. Ltd.;

avec l'intervention de:

Brown & Ryan, Limited"; Economic Stevedoring Company; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Company; Montreal Shiplining Company, Limited; Wolfe Stevedores, Limited; Empire Stevedoring Company; Howard Stevedoring Company;

Et, D'AUTRE PART:

The International Longshoremen's Association et son local affilié numéro 1552, ci-après désignés sous le nom de: doubleurs;

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie et du métier visé, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 25 juillet 1942;

Attendu que certaines dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le métier visé et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les prescriptions de la Loi touchant la publication des avis ont été dûment suivies;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre la dite requête;

Attendu que le Conseil National du Travail en temps de guerre a accordé l'autorisation nécessaire en ce qui touche le paiement d'une indemnité de vie chère aux employés du métier visé dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de ladite convention, au sujet de la garantie des compagnies et de la garantie des doubleurs, ne peuvent avoir d'effet qu'entre les parties contractantes;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 25 juillet 1942, sauf celles relatives à la garantie des compagnies et à la garantie des doubleurs, lesquelles auront leur effet entre les parties contractantes selon leur teneur propre.

I. *Jurisdiction: a. Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend le port de Montréal.

b. *Jurisdiction industrielle:* Le présent décret régit tout travail d'agencement des vaisseaux océaniques venant dans le port de Montréal, relativement au chargement ou au déchargement du grain et des bestiaux.

Il régit aussi tout travail de charpenterie ou de menuiserie exécuté sur les appareils utilisés pour le débardage, mais ne s'applique pas aux employés permanents exécutant ce travail.

II. *Taux de salaire et durée du travail: a.* Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

<i>Distribution des heures de travail</i>	<i>Salaire horaire</i>
de 7.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.	\$ 0.77
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.	0.87
de minuit à 5.00 a.m.	0.97

b. Tout travail exécuté les dimanches, les jours de la St-Jean-Baptiste et de la Confédération doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

Company Inc.; Joseph Constantine Steamship Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freight-ing Corp. Ltd.;

with the intervention of:

Brown & Ryan Limited; Economic Stevedoring Company; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Company; Montreal Shiplining Company Limited; Wolfe Stevedores Limited; Empire Stevedoring Company; Howard Stevedoring Company;

And, ON THE OTHER PART:

The International Longshoremen's Association and its affiliated local number 1552, hereinafter called the "Shipliners";

for the employers and the employees of the industry and the trade concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 25, 1942;

Whereas some provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trade concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the National War Labour Board has given the necessary authorization for the payment of a cost of living bonus to the employees of the trade concerned in the said request;

Whereas the provisions of the said agreement, concerning the guarantee of the companies and the guarantee of the shipliners may have effect between the contracting parties only;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 25, 1942, except those concerning the guarantee of the companies and the guarantee of shipliners which shall have effect between the contracting parties according to the terms thereof.

I. *Jurisdiction: a. Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Harbour of Montreal.

b. *Industrial jurisdiction:* The present decree covers all fitting of vessels lying in the Harbour of Montreal for grain and cattle.

It also governs all woodwork in connection with the stevedoring gear, except where permanent gear men are employed.

II. *Rate of wages and duration of labour: a.* The hours of labour and the minimum rates of wages shall be the following:

<i>Distribution of the hours of labour</i>	<i>Hourly rates</i>
from 7.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.	\$ 0.77
from 7.00 to 11.00 p.m.	0.87
from midnight to 5.00 a.m.	0.97

b. Double time shall be paid on Sundays, St. John the Baptist's Day and Dominion Day.

c. Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leurs repas.

d. Les doubleurs requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à une heure de travail.

e. Tout travail exécuté dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des cargaisons de soufre ou d'engrais chimique est sujet aux conditions suivantes, si le vieux bois est utilisé:

Distribution des heures de travail	Salaire horaire
de 7.00 a.m. à 6.00 p.m.	\$ 0.87
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.	0.97
de minuit à 5.00 a.m.	1.07

Si du bois neuf est utilisé pour l'exécution de ce travail, les taux de salaires prévus au paragraphe "a" du présent article sont applicables.

f. Le travail de jour doit commencer entre 7.00 a.m. et 7.30 a.m., à 9.00 a.m. ou entre 1.00 p.m. et 1.30 p.m. Les salariés appelés pour 9.00 a.m. sont mis au travail à cette heure et doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à une (1) heure de travail.

g. Vu la recommandation de "The Board of Conciliation and Investigation", sous la présidence de l'honorable juge J. G. Gillanders, en date du 25 avril 1940, les doubleurs doivent recevoir, à titre de boni de guerre, un surplus de huit cents (\$0.08) de l'heure sur les taux basiques spécifiés dans le présent article.

h. Lorsque les doubleurs sont employés au nettoyage des cales dans lesquelles du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique ou de charbon ont été arrimés, le taux de salaire horaire doit être de quatre-vingt-douze cents (\$0.92) entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., de un dollar et deux cents (\$1.02) entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et de un dollar et douze cents (\$1.12) de minuit à 5.00 a.m.

III. *Indemnité de vie chère*: Conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 5963, tous les salariés régis par le présent décret doivent recevoir, en plus des taux de salaires et du boni de guerre stipulés à l'article II, une indemnité de vie chère de sept cents (\$0.07) de l'heure (en plus des taux établis pour le jour, la nuit, les dimanches ou jours de fêtes), ladite indemnité ne devant pas être doublée pour le travail exécuté les dimanches et jours de fête ou pendant les heures de repas. Ladite indemnité de \$0.07 sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 34, paragraphe (1) de l'arrêté en conseil C.P. 5963, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice du coût de la vie calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la statistique. (Le paiement de la présente indemnité de vie chère a été autorisé par le Conseil National du Travail en temps de guerre, par lettre en date du 30 juin 1942).

IV. *Dispositions spéciales*: a. L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les hommes descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) hommes doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

b. S'il est nécessaire d'installer des bardis de l'avant à l'arrière dans les cales n'ayant pas de cloison longitudinale fixe, une équipe composée

c. Should the shipliners be required to work during meal hours, they shall receive double time, at the prevailing rate, and for each succeeding hour until discharged for meals.

d. The shipliners required to work during the night must be called for 7.00 p.m. and paid, at the prevailing rate, from this hour, until discharged; should their services not be required, they shall receive a minimum of one (1) hour's pay.

e. For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

Distribution of the hours of labour	Hourly rates
from 7.00 a.m. to 6.00 p.m.	\$ 0.87
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.	0.97
from midnight to 5.00 a.m.	1.07

Should work be performed with new wood, the rates of wages shall be those mentioned in subsection "a" of the present section.

f. Starting time for day work shall be between 7.00 a.m., 7.30 a.m. or 9.00 a.m. and between 1.00 p.m. and 1.30 p.m. Men called for 9.00 a.m., shall be put to work at that hour and paid a minimum of one (1) hour's pay.

g. In view of the recommendation of the Board of Conciliation and Investigation, under the Chairmanship of Hon. Justice J. G. Gillanders, dated April 25th, 1940, the Shipliners will be paid as a war bonus, eight (8c) cents per hour in addition to the basic rates of pay specified in the present section.

h. Where shipliners are employed for cleaning of holds in which nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, and coal has been stowed, the rate of pay shall be ninety-two cents (\$0.92) per hour for the periods between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar and two cents (\$1.02) per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and one dollar and twelve cents (\$1.12) per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.

III. *Cost of living bonus*: In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in section II, there shall be paid to the shipliners, under the terms of the Federal Order P.C. 5963, a cost of living bonus at the rate of seven cents (\$0.07) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sundays or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays. The said bonus of \$0.07 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 34, subsection (1) of P.C. 5963, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index for the Dominion as a whole, prepared by the Dominion Bureau of Statistics. (The payment of the present cost of living bonus has been authorized by the National War Labour Board, in a letter dated June 30, 1942).

IV. *Special provisions*: a. The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work; two (2) men to stand on deck during that time if necessary.

b. A minimum gang of twelve (12) men shall be employed when holds require shifting boards fore and aft and have no permanent longitudi-

d'au moins douze (12) hommes doit être employée. Des membres de cette équipe peuvent toutefois être employés à l'exécution d'un travail accessoire, pendant que les autres membres de l'équipe continuent leur travail. Si les doubleurs ne peuvent fournir le nombre total d'hommes requis, les compagnies ou les contracteurs-arrimeurs ont toute latitude dans la distribution des hommes disponibles.

V. C'est une condition de la distribution des heures de travail mentionnés au présent décret que les employeurs et les employés devront prendre toute les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

VI. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942 et se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre 1942 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Tel avis doit également être envoyé au Ministre du Travail de la province de Québec.

2025-0 A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2334

Québec, le 10 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Montréal—navigation océanique.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes ci-après mentionnées, à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; County Line Limited; Joseph Constantine Steamship Line, Limited; Montreal Australia New Zealand Line Limited; Montreal Shipping Company Limited; New Zealand Shipping Company Limited; St. Lawrence Freighting Corporation; Shipping Limited; The Robert Reford Co. Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; McLean Kennedy Limited; Elder Dempster Lines, Limited; International Mercantile Marine Co. (Canada) Ltd.; Alcoa Steamship Company Inc.;

avec l'intervention de "Brown and Ryan Ltd."; "Economic Stevedoring Co."; "Peter W. Ferns"; "Eastern Canada Stevedoring Co."; "Montreal Shiplining Co. Ltd."; "Wolfe Stevedores, Limited"; "Empire Stevedoring Co."; "Howard Stevedoring Company";

Et, D'AUTRE PART:

"The International Longshoremen's Association" et son local affilié, numéro 375, ci-après appelés: "les débardeurs"; soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé, suivant les conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec*, livraison du 25 juillet 1942;

nal bulkheads, but members of this gang can be utilized for minor work such as making separations, the balance of the gang continuing their work while these members are so employed. In the event of the shipliners being unable to furnish the full number of men required, the Companies and—or Contracting Stevedores have the right of distribution of men available.

V. The above distribution of working hours is made upon the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

VI. *Duration of the decree:* The decree shall remain effective until the 31st of December 1942 and thereafter from year to year unless either party serves written notice to the other party, to the contrary, at least sixty (60) days prior to December 31st, 1942, or prior to December 31st, of any subsequent year. Such notice shall also be sent to the Minister of Labour of the Province of Quebec.

2025-0 A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2334

Quebec, September 10, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal—oceanic navigation.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), a request has been jointly presented to the Minister of Labour by the contracting parties hereinafter mentioned to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; County Line Limited; Joseph Constantine Steamship Line, Limited; Montreal Australia New Zealand Line Limited; Montreal Shipping Company Limited; New Zealand Shipping Company Limited; St. Lawrence Freighting Corporation; Shipping Limited; The Robert Reford Co. Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; McLean Kennedy Limited; Elder Dempster Lines, Ltd.; International Mercantile Marine Co. (Canada) Ltd.; Alcoa Steamship Company Inc.;

with the intervention of Brown and Ryan, Ltd.; Economic Stevedoring Co.; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co. Ltd.; Wolfe Stevedores, Limited; Empire Stevedoring Co.; Howard Stevedoring Company;

And, ON THE OTHER PART:

The International Longshoremen's Association and its affiliated local number 375, hereinafter called the "longshoremen"; for the employers and the employees of the trade concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, on July 25, 1942;

Attendu que certaines dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le métier visé et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les prescriptions de la Loi touchant la publication des avis ont été dûment suivies;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le Conseil National du Travail en temps de guerre a accordé l'autorisation nécessaire en ce qui touche le paiement d'une indemnité de vie chère aux employés du métier visé dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de ladite convention, au sujet de la garantie des compagnies et de la garantie des doubleurs, ne peuvent avoir d'effet qu'entre les parties contractantes;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec*, livraison du 25 juillet 1942, sauf celles relatives à la garantie des compagnies et à la garantie des débardeurs, lesquelles auront leur effet entre les parties contractantes selon leur teneur propre;

I.—*Jurisdiction*.—*a.*—*Jurisdiction territoriale*.—La juridiction territoriale du présent décret comprend le port de Montréal.

*b.*—*Jurisdiction industrielle*.—Le présent décret s'applique à tous les débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Montréal.

II.—*Taux de salaires et durée de travail*.—*a.*—Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:—

*Distribution des heures de travail: Salaire horaire:*  
de 7.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 6.00

p.m.	\$ 0.77
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.	0.87
de minuit à 5.00 a.m.	0.97

*b.*—Tout travail exécuté les dimanches, les jours de la Saint-Jean Baptiste et de la Confédération doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

*c.*—Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas;

*d.*—Les taux minima de salaire des salariés pour la manutention du nitrate, du soufre et du minerai en vrac, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons complètes de porcelaine et d'engrais chimiques, le déplacement du charbon dans les soutes, le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été arrimées et la manutention, dans des frigidaires, des marchandises devant être transportées à une température de 32 degrés Fahrenheit ou même plus basse, sont les suivants:

	<i>Salaire horaire</i>
de 7.00 a.m. à 6.00 p.m.	\$ 0.92
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.	1.02
de minuit à 5.00 a.m.	1.12

*e.*—Les taux minima de salaires pour l'arrimage et la mise en sacs du grain sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe précédent.

Whereas some provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trade concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the National War Labour Board has given the necessary authorization for the payment of a cost of living bonus to the employees of the trade concerned in the said request;

Whereas the provisions of the said agreement, concerning the guarantee of the companies and the guarantee of the longshoremen may have effect between the contracting parties only;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour that the said request be accepted, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, on July 25, 1942, excepting those concerning the guarantee of the companies and the guarantee of longshoremen which shall have effect between the contracting parties according to the terms thereof.

I.—*Jurisdiction*.—*a.*—*Territorial jurisdiction*.—The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Harbour of Montreal.

*b.*—*Industrial jurisdiction*.—The present decree applies to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean steamships in the Harbour of Montreal.

II.—*Rates of wages and duration of labour*.—*a.*—The hours of labour and the minimum rates of wages are the following:

*Distribution of hours of labour: Hourly rates:*

From 7.00 a.m. to twelve and from	\$ 0.77
1.00 p.m. to 6.00 p.m.	0.87
From 7.00 p.m. to 11.00 p.m.	0.87
From midnight to 5.00 a.m.	0.97

*b.*—Double time shall be paid on Sundays, St. John Baptist Day and Dominion Day.

*c.*—When longshoremen are required to work during any meal hours they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged for meals.

*d.*—The minimum rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, ful cargoes of china clay and fertilizer, shifting bunker coal, cleaning of holds in which the foregoing commodities have been stowed, and handling cargo in refrigerators which is to be transported at 32 degrees Fahrenheit or lower, shall be the following:

	<i>Hourly rates:</i>
from 7.00 a.m. to 6.00 p.m.	\$ 0.92
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.	1.02
from midnight to 5.00 a.m.	1.12

*e.*—The minimum rates of wages for grain trimming and bagging shall be those mentioned in the preceding subsection. The running of

L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les hommes descendent dans la cale pour y travailler: deux (2) hommes doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

f.—Pour le travail exécuté dans l'entrepont découvert où le grain passe par une écouteille se rattachant audit pont découvert, les taux de salaires pour l'équipe entière sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe "d" du présent article. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux hommes travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

g.—Vu la recommandation de "The Board of Conciliation and Investigation", sous la présidence de l'honorable juge J. G. Gillanders, en date du 25 avril 1940, les salariés doivent recevoir, à titre de boni de guerre, une rémunération de \$0.08 l'heure en plus des taux basiques spécifiés aux paragraphes "a" à "f" inclusivement du présent article.

h.—Le travail de jour doit commencer entre 7.00 a.m. et 7.30 a.m., à 9.00 a.m. ou entre 1.00 p.m. et 1.30 p.m. Les salariés appelés pour 9.00 a.m. sont mis au travail à cette heure et doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à une (1) heure de travail. Les hommes appelés pour 9.00 a.m. ne doivent pas remplacer ceux appelés à 7.00 a.m. ou 7.30 a.m.

i.—Les débardeurs requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure, jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail; qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à une (1) heure de travail. Les ordres, pour les hommes requis à 7.00 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 4.00 p.m. ou avant ce temps.

j.—Les hommes appelés le dimanche et les jours de fêtes mentionnés au paragraphe "b" du présent article, et qui ne sont pas mis au travail, doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail, au taux établi, chaque fois qu'ils sont appelés.

k.—C'est une condition de la distribution des heures de travail mentionnées au présent décret que les employeurs et les employés devront prendre toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit par semaine.

III.—*Indemnité de vie chère*:—Conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 5963, tous les salariés régis par le présent décret doivent recevoir, en plus des taux de salaires et du boni de guerre stipulés à l'article précédent, une indemnité de vie chère de sept cents (\$0.07) l'heure (en plus des taux établis pour le jour ou la nuit, les dimanches ou jours de fêtes), ladite indemnité ne devant pas être doublée pour le travail exécuté le dimanche et les jours de fête ou pendant les heures de repas.

Ladite indemnité de sept cents (\$0.07) sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 34, paragraphe (1), de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 5963, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice du coût de la vie, calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la statistique. (Le paiement de la présente indemnité de vie chère a été autorisé par le Conseil National du Travail en temps de guerre, par lettre en date du 20 avril 1942.)

the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work, two (2) men to stand on deck during that time, if necessary.

f.—For work performed in open tween deck where there is grain running in a hatch connected with the said open deck, the rates of wages for the whole gang shall be those mentioned in subsection "d" of the present section; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

g.—In view of the recommendation of the Board of Conciliation and Investigation, under the Chairmanship of Hon. Justice J. G. Gillanders, dated April 25th, 1940, the Longshoremen will be paid, as a war bonus, eight (8c) cents per hour in addition to the basic rates of pay specified in subsections "a" to "f" inclusive.

h.—The starting times for day work shall be between 7.00 a.m. and 7.30 a.m., and at 9.00 a.m., and between 1.00 p.m. and 1.30 p.m. Men called for 9.00 a.m., shall be put to work at that hour or paid a minimum of one (1) hour's pay. Men called at 9.00 a.m. shall not be used to replace men called at 7.00 a.m. or 7.30 a.m.

i.—Men ordered out to work at night must be ordered out for 7.00 p.m. and be paid full time at the prevailing rate from that hour until discharged or set to work; a minimum of one (1) hour shall be paid whether men are put to work or not. Orders for men required at 7.00 p.m. and who have not been working during the afternoon, shall be given on or before 4.00 p.m.

j.—Men ordered out on Sunday and holidays mentioned in subsection "b" of the present section and not commencing work shall receive a minimum of two (2) hours' pay at the prevailing rate, for each period ordered out, whether put to work or not.

k.—The above distribution of working hours is made upon the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

III.—*Cost of living bonus*:—In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in the decree, there shall be paid to the longshoremen, under the terms of the Federal Order P.C. 5963, a cost of living bonus at the rate of seven cents (\$0.07) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sundays or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays. The said bonus of \$0.07 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 34, subsection (1) of P.C. 5963, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics. (The payment of the present cost of living bonus has been authorized by the National War Labour Board, in a letter dated April 20, 1942.)

IV.—Les débardeurs ont le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant est élu à une assemblée générale des débardeurs.

V.—*Dispositions spéciales*:—a.—Tous les ordres doivent être donnés aux hommes par leurs contremaîtres respectifs.

b.—Tout homme qui fume dans la cale, vole ou est sous l'influence de la boisson pendant le travail, peut être congédié en tout temps.

c.—Tout employé supplémentaire appelé dans l'avant-midi ou l'après-midi doit être rémunéré à compter de 7.30 a.m., 9.00 a.m. ou 1.30 p.m., jusqu'à midi ou 6.00 p.m. respectivement, excepté lorsque toute l'équipe est renvoyée; ledit employé supplémentaire peut toutefois être changé d'équipe si nécessaire.

d.—Lorsqu'une équipe reçoit l'ordre de se rendre d'un endroit à un autre, les hommes sont payés à compter de l'heure à laquelle tel ordre leur est émis.

e.—Lorsque l'on se sert de voitures à mains, à deux roues, deux (2) hommes doivent être employés lorsque la charge excède 800 livres, poids net des marchandises. S'il n'y a qu'un seul morceau, la charge peut être de 850 livres.

f.—Lorsque les hommes travaillent dans la cale, le fardage doit être mis dans des élingues et descendu avec un treuil.

g.—Les baux des écoutes doivent être enlevés ou verrouillés lorsque les hommes travaillent dans les écoutes et emploient un treuil.

h.—Lorsque, dans le hangar, des sacs de marchandises sont empilés à une hauteur de plus de sept (7) sacs, des balles de foin sont également empilées à une hauteur de plus de cinq (5) balles ou des boîtes de conserves à plus de sept (7) pieds de hauteur, un homme supplémentaire doit être employé.

i.—Pendant le chargement ou le déchargement des vaisseaux, 1 ou 2 contremaîtres (*walking bosses*) sont employés par embarcadère, au choix du surintendant de la compagnie ou du contracteur-arrireur.

j.—Les compagnies ou les contracteurs-arrieurs ont le droit de juger de quelle manière les hommes de l'équipe doivent être distribués; ils ont également le droit de se servir de glissoires ou d'employer toute autre méthode pratique et sûre de chargement ou de déchargement.

k.—Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le présent décret doit être soumise au surintendant de la compagnie ou au contracteur-arrireur par le représentant des débardeurs sur les quais, et non pas aux employés. Dans le cas où une dispute ne peut être réglée quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les hommes doivent continuer à travailler et telle dispute est soumise à un comité d'arbitrage formé de trois (3) membres, un choisi par les compagnies, un par les débardeurs et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité doit siéger sans délai inutile et la décision de la majorité sera finale et liera les deux parties.

VI.—*Déchargement d'un vaisseau*:—a.—Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises au moyen de voitures à mains, est composée de seize (16) hommes. Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,200 livres, avec une marge de 5%, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

IV.—The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Longshoremen.

V.—*Special provisions*:—a.—All orders to the men shall be given through their respective foremen.

b.—Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

c.—Any extra man called during the forenoon or during the afternoon shall be paid from 7.30 a.m., 9.00 a.m. or 1.30 p.m., until noon or 6.00 p.m., respectively, except when the whole gang is discharged, but such extra man can be shifted from gang to gang if necessary.

d.—When a gang has to go from one place to another, after receiving orders to do so the men shall be paid from the time such order is issued to them.

e.—When using two-wheeled handtrucks two (2) men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs., net weight of cargo. If one piece, it may be 850 lbs.

f.—Dunnage must be put in sling and lowered with winch if men are working in the hold.

g.—Hatch beams must be taken off or bolted when men are working in the hatch and using a winch.

h.—When cargo in bags is piled up in the shed more than 7 bags high, or when hay in bales is piled up in the shed more than 5 bales high, or when canned goods are piled up in the shed more than 7 feet high, one extra man shall be employed.

i.—Ships in course of loading or unloading shall require 1 to 2 walking bosses per pier, at option of Company's Superintendent and/or Contracting stevedore.

j.—The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

k.—Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the company's superintendent and/or contracting stevedore, and not with the men. Should there be any dispute which cannot be adjusted as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a committee of arbitration consisting of three (3) members, one selected by the companies, one by the Longshoremen, and a chairman selected jointly by the other two. Such committee shall sit without any unnecessary delay, and a majority decision shall be final and binding on both parties.

VI.—*Unloading of a ship*:—a.—Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on handtrucks, and when this number of men is employed neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,200 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b.—Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques est composée de seize (16) hommes. Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Il ne doit pas y avoir moins de six hommes dans la cale.

c.—Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises sur les quais ou sur les wagons est composée de seize (16) hommes, quand ces marchandises ne sont pas déchargées au moyen de voitures à mains, voitures mécaniques ou remorques. Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

d.—Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison dans un autre vaisseau est composée de dix-huit (18) hommes. Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e.—Les compagnies ou les contracteurs-arri-meurs ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a", "b", "c" et "d" du présent article; dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre d'hommes de l'équipe et ont droit de juger eux-mêmes du nombre d'hommes supplémentaires requis. Toutefois, lorsque les voitures à mains ordinaires sont employées pour le déchargement de la farine (sacs de 140 lbs), il doit y avoir huit (8) hommes dans la cale, lorsque la charge de l'élingue n'excède pas dix (10) sacs et dix (10) hommes, lorsque la charge dépasse dix (10) sacs mais ne dépasse pas quinze (15) sacs. Lorsque les voitures mécaniques et remorques sont employées dans le hangar seulement, il doit y avoir huit (8) hommes dans la cale, lorsque la charge de l'élingue ne dépasse pas douze (12) sacs et dix (10) hommes, lorsque la charge dépasse douze (12) sacs mais ne compte pas plus de quinze (15) sacs.

f.—Nonobstant les dispositions des paragraphes "a" à "e" inclusivement, les charges de l'élingue (déchargement) sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

*Sucre brut des raffineries aux vaisseaux des Grands Lacs:*

Sacs, 320 lbs.....	5 par élingue
Sacs, 275 à 230 lbs.....	7 par élingue
Sacs, 230 à 180 lbs.....	8 par élingue
Sacs, moins de 180 lbs.....	10 par élingue

(poids net de la cargaison, 5% de marge)

*Pâte de bois en balles:*

Balles au-dessus de 280 lbs.....	6 par élingue
Balles de 280 à 160 lbs.....	8 par élingue
Balles de moins de 160 lbs.....	10 par élingue

(et pas moins de 20 hommes par équipe)

*Ferblanc:*—10 boîtes par élingue ou l'équivalent, ne devant pas excéder 2,240 livres, poids net du chargement, quand il est déchargé sur des voitures mécaniques ou remorques ou quand il est déchargé dans un autre vaisseau.

*Bois de construction:*—35 pieds de longueur ou plus: un par élingue, s'il est pris dans la cale pour être déchargé sur toute voiture; deux ou plus par élingue, selon les dimensions, s'il est déchargé du pont. Bois de 8 x 8, 20 pieds de longueur; 6 par élingue.

b.—Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on mechanical trucks and-or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package. Not less than six (6) men in the hold.

c.—Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo on the wharves or cars, when not landed on handtrucks or mechanical trucks and-or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 1,600 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

d.—Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo overside into another vessel, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

e.—The Companies and-or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a", "b", "c" and "d" and in such event they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed. However, in the case of loading flour (140 lb. bags), and when ordinary handtrucks are used, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 10 bags, and ten men in the hold when the slingload is over 10 bags, but not over 15 bags. When trucks and trailers are used only in the shed, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 12 bags, and ten men in the hold when the slingload is over 12 bags, but not over 15 bags.

f.—Notwithstanding the subsections "a" to "e" inclusive, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernoted commodities.

*Raw sugar at the Refineries and overside to Lake Vessels:*

Bags, 320 lbs.....	5 per sling
Bags, 275 to 230 lbs.....	7 per sling
Bags, 230 to 180 lbs.....	8 per sling
Bags, under 180 lbs.....	10 per sling

(net weight of cargo, 5% margin)

*Baled Woodpulp:*

Bales over 280 lbs.....	6 per sling
Bales 280 to 160 lbs.....	8 per sling
Bales under 160 lbs.....	10 per sling

(and not less than 20 men in gang)

*Tinplate:*—10 boxes per sling, or equivalent, not to exceed 2,240 lbs., net weight of cargo, when unloaded on to mechanical trucks and-or trailers, or when unloaded into another vessel.

*Timber:*—35 ft. in length or more, one per sling from hold, landed on any kind of buggy, but when from deckload, two or more per sling subject to size. Timber 8 x 8, 20 ft. in length, 6 per sling.

**Caoutchouc**.—(Balles pesant de 210 à 260 livres chacune) 6 balles par élingue.

**Rubber (Bales weighing 210 to 260 lbs. each)**.—6 bales per sling.

VII.—*Chargement d'un navire*.—a.—Une équipe régulière pour le chargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) hommes. Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,400 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

VII.—*Loading of a ship*.—a.—Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from handtrucks, and when this number of men are employed, neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,400 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

b.—Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison des quais ou des wagons, quand les voitures à mains ou mécaniques ne sont pas employées, est composée de seize (16) hommes. Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

b.—Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from wharves or cars when hand or mechanical trucks are not used, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 1,600 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

c.—1.—Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques, quand celles-ci ne sont pas chargées par les débardeurs, est composée de seize (16) hommes. Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,240 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

c.—1.—Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and-or trailers, when the trucks and-or trailers are not loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

2.—Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou de remorques, quand celles-ci sont chargées par les débardeurs, est composée de dix-sept (17) hommes (ne comprenant pas le conducteur du remorqueur). Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,240 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

2. Seventeen (17) men (excluding driver of two motor) shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and-or trailers, when the trucks and-or trailers are loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

d.—Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison d'un vaisseau à un autre, est composée de dix-huit (18) hommes. Quand ce nombre d'hommes est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

d.—Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo overside a vessel, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 2,000 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

e.—Les compagnies ou les contracteurs-arri-meurs ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a" à "d" inclusivement du présent article; dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre d'hommes de l'équipe et ont le droit de juger eux-mêmes du nombre d'hommes supplémentaires requis.

e.—The Companies and-or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a" to "d" inclusive, of the present section, and in such event they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed.

f.—Nonobstant les dispositions des paragraphes "a" à "e" inclusivement du présent article, les charges de l'élingue sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

f.—Notwithstanding subsections "a" to "e" inclusive of the present section, the following shall be the slingloads for the undernoted commodities:

**Rouleaux de papier:**

Jusqu'à 500 livres.....	3 par élingue
de 500 à 1,000 livres.....	2 par élingue
au-dessus de 1,000 livres.....	1 par élingue

(lorsque chargés des voitures à mains)

**Rolls of Paper:**

Up to 500 lbs.....	3 per sling
500 to 1,000 lbs.....	2 per sling
Over 1,000 lbs.....	1 per sling

(when loading from handtrucks).

**Cuivre:**

Jusqu'à 1,000 livres.....	2 par élingue
au-dessus de 1,000 livres.....	1 par élingue

**Copper:**

Up to 1,000 lbs.....	2 per sling
Over 1,000 lbs.....	1 per sling

**Sapin et bois de construction:**

Madriers de pin et de sapin, 3", 12 morceaux par élingue, excepté les madriers n'excédant pas 7" de largeur, 14 morceaux.

**Deals and Lumber:**

Pine or Spruce deals, 3", 12 pieces per sling except spruce deals not exceeding 7" wide, 14 pieces.

Madriers de pin ou de sapin, 2", 18 morceaux par élingue.

Pine or Spruce deals, 2", 18 pieces per sling.

Lorsque les planches ou voliges de sapin ou de pin sont manœuvrées ensemble, pas moins que l'équivalent de 12 morceaux de 3".

When spruce or pine scantlings or deals are handled together, not less than the equivalent of 12 pieces of 3".

Pin ou sapin, 1", 30 à 32 morceaux.

Pin ou sapin (voliges): équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin (bouts de planches): 8 à 10 pieds de longueur, 18 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 10 à 12 pieds de longueur, 16 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 2 à 7 pieds de longueur, 32 morceaux.

Bouleau (saw birch): 4", 10 morceaux; 3", 12 morceaux; 2", 16 morceaux; 1", 30 morceaux.

Le bois excédant 16 pieds de longueur, 3" d'épaisseur, est considéré comme du bois long et la charge est de 10 morceaux.

Les quantités de bois blanc ou de construction ci-haut mentionnées s'appliquent aux opérations faites au moyen de voitures à mains seulement. Quand des voitures mécaniques ou des remorques sont utilisées, les quantités peuvent être augmentées.

Le chargement du bois des wagons ou des quais découverts au vaisseau est considéré comme une opération séparée, lorsque l'on ne se sert pas des voitures ou des remorques. Dans ce cas, la charge de l'élingue doit être conforme aux conditions existantes et l'équipe ne doit pas compter moins de seize (16) hommes.

VIII.—*Durée du décret*.—Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942 et se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties donne un avis par écrit à l'autre partie, à ce contraire, au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre 1942 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Tel avis doit également être envoyé au Ministre du Travail de la province de Québec.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

2024-o

Pine or spruce, 1", 30 to 32 pieces.

Pine or spruce scantlings, equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce deal ends, 8 to 10 ft. long, 18 pieces.

Pine or spruce deal ends, 10 to 12 ft. long, 16 pieces.

Pine or spruce deal ends, 2 to 7 ft. long, 32 pieces.

Saw birch, 4", 10 pieces; Saw birch, 3", 12 pieces; Saw birch, 2", 16 pieces; Saw birch, 1", 30 pieces.

All timber exceeding 16 ft. in length, 3" thick, will be considered as long timber, and the load will be 10 pieces.

The foregoing quantities of deals and-or lumber cover operations with handtrucks only. When mechanical trucks and-or trailers are used, the quantities may be increased.

The loading of lumber from cars or open wharves to ship will be a separate operation when no truck or trailer is used, and the sling-load shall be governed by prevailing conditions, the gang for this operation not to comprise less than 16 men.

VIII.—*Duration of the decree*.—The decree shall remain effective until the 31st of December 1942 and thereafter from year to year unless either party serves written notice on the other party to the contrary at least sixty (60) days prior to December 31st, 1942, or prior to December 31st of any subsequent year. Such notice shall also be sent to the Minister of Labour of the Province of Quebec.

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

2024-o

## Ventes pour taxes municipales

## Sales for Municipal Taxes

### AVIS

### NOTICE

Que le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville, de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la cité des Trois-Rivières seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

Un emplacement situé au coin Sud-Ouest de la rue Ste-Angèle, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot N° 182 de la subdivision officielle du lot N° 1755 (1755-182) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières. Distraire cependant de cet emplacement une pointe de terre à prendre au sud-est dudit lot N° 182 et ayant 15 pieds de largeur au front sur la dite rue Ste-Angèle et rétrécissant graduellement jusqu'à une profondeur de quarante-deux pieds environ pour se terminer en pointe à la profondeur; avec en plus une pointe de terrain à prendre du côté nord-ouest et à la profondeur du lot N° p.1834 du dit cadastre ayant quinze pouces de largeur à la profondeur et rétrécissant graduellement de manière à se terminer en pointe à une distance d'environ quarante-sept pieds et six pouces et en venant vers le front dudit emplacement, le tout à la mesure anglaise avec la maison dessus construite, circonstances et

That on the SEVENTH day of OCTOBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall, of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinafter described, situate in the City of Trois-Rivières, shall be sold as encumbered with taxes which were not paid within the six months following the notice of the filing of the roll, as required by Law, namely:

An emplacement situate at the south-west corner of Ste-Angèle street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 182 of the official subdivision of lot No. 1755 (1755-182) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières. To be deducted, however, from the said emplacement a point of land to be taken on the south-east of said lot No. 182 and measuring 15 feet in width in front on said St-Angèle street and narrowing gradually to a depth of forty-two feet or thereabouts to end in a point at the depth: with moreover a point of land to be taken from the north-west side and at the depth of lot No. Pt. 1834 of said cadastre measuring fifteen inches in width at the depth and narrowing gradually so as to end in a point at a distance of about forty-seven feet and six inches and running towards the front of the said emplacement, the whole English measure—with the house thereon erected, circumstances and

dépendances, et avec droit dans la ruelle se trouvant à la profondeur du dit lot et connue et désignée sous le N° 1755-141 du dit cadastre, à la charge par l'acquéreur d'entretenir la moitié nord-est de la susdite ruelle sur toute la largeur dudit lot comme ruelle sans jamais rien pouvoir y déposer qui soit de nature à gêner la circulation en icelle, le tout suivant les titres de propriété du vendeur, comme appartenant à M. Josaphat Pronovost;

Un lot vacant situé du côté sud-est de la rue Ste-Catherine, connu et désigné comme étant le lot N° 1124-141 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le Nord-Ouest par la rue Ste-Catherine, N° 1124-157; vers le Sud-Est par la ruelle N° 1124-153; vers le Nord-Est par le lot N° 1124-140, et vers le Sud-Ouest par le lot N° 1124-142, comme appartenant à M. Donat Tourville;

Un lot vacant situé du côté sud-est de la rue Ste-Catherine, connu et désigné comme étant le lot N° 1124-142, du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le Nord-Ouest par la rue Ste-Catherine, N° 1124-157; vers le Sud-Est par la ruelle N° 1124-153; vers le Nord-Est par le lot N° 1124-141 et vers le Sud-Ouest par le lot N° 1124-143, comme appartenant à M. Donat Tourville;

Un lot vacant situé du côté sud-est de la rue Montcalm, connu et désigné comme étant le lot N° 1122-238 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le Nord-Ouest par la rue Montcalm, N° 1122-243; vers le Sud-Est par la ruelle N° 1122-214; vers le Nord-Est par le lot N° 1122-239 et vers le Sud-Ouest par le lot N° 1122-237, comme appartenant à M. J. Raoul Poirier;

Un emplacement situé du côté sud du chemin Ste-Marguerite, connu et désigné comme étant le lot N° 66 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, et portant le N° civique 1919 rue Ste-Marguerite, borné en front vers le nord par le chemin Ste-Marguerite; vers le sud par le lot N° 26a-442; vers l'est, par le résidu du lot 66 et vers l'ouest par la ruelle N° 26a-442; apparaissant au rôle d'évaluation de la cité, comme appartenant à M. Edm. Raymond;

Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue St-Pierre, connu et désigné comme étant le lot N° 2172 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières et portant le N° civique 926 rue St-Pierre, borné en front vers le Sud-Est par la rue St-Pierre; vers le Nord-Ouest par le lot N° 2167; vers le Nord-Est par la rue Laviolette et vers le Sud-Ouest par les lots 2171 et 2169, comme appartenant à Read Motors Ltd;

Un emplacement situé du côté Nord-Est de la rue Bonaventure, connu et désigné comme étant le lot N° 2169 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le Sud-Ouest par la rue Bonaventure; vers le Nord-Est par le lot N° 2172; vers le Sud-Est par les lots N° 2170 et 2171 et vers le Nord-Ouest par le lot N° 2168, comme appartenant à Read Motors Limited.

dependencies, and with right in the lane situate at the depth of said lot and known and designated under No. 1755-141 of said cadastre, the purchaser being charged with the maintenance of the north-east half of the aforesaid lane on the whole width of said lot as a lane without ever allowing any encumbrance that might in any way interfere with traffic thereon, the whole in accordance with the property titles of the vendor, as belonging to Mr. Josaphat Pronovost;

A vacant lot situate on the South-East side of Ste-Catherine street, known and designated as being lot No. 1124-141 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front towards the North-West by Ste-Catherine street, No. 1124-157; on the South-East by the lane No. 1124-153; towards the North-East by lot No. 1124-140, and towards the South-West by lot No. 1124-142, as belonging to Mr. Donat Tourville;

A vacant lot situate on the South-East side of Ste-Catherine street, known and designated as being lot No. 1124-142, of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front towards the North-West by Ste-Catherine street, No. 1124-157; towards the South-East by the lane No. 1124-153; towards the North-East by lot No. 1124-141 and towards the South-West by lot No. 1124-143, as belonging to Mr. Donat Tourville;

A vacant lot situate on the South-East side of Montcalm street, known and designated as being lot No. 1122-238 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front on the North-West by Montcalm street, No. 1122-243; towards the South-East by the lane No. 1122-214; on the North-East by lot No. 1122-239 and towards the South-West by lot No. 1122-237, as belonging to Mr. J. Raoul Poirier;

An emplacement situate on the South side of Ste-Marguerite Road, known and designated as being lot No. 66 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, and bearing civic No. 1919 Ste-Marguerite street, bounded in front on the North by Ste-Marguerite Road, on the South by lot No. 26a-442; on the East, by the residue of lot 66 and on the West by the lane No. 26a-442; appearing on the valuation roll of the City, as belonging to Mr. Edm. Raymond;

An emplacement situate on the North-West side of St-Pierre street, known and designated as being lot No. 2172 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, and bearing civic No. 926 St-Pierre street, bounded in front on the South-East by St-Pierre street; on the North-West by lot No. 2167; on the North-East by Laviolette street and on the South-West by lots 2171 and 2169, as belonging to the Read Motors Ltd;

An emplacement situate on the North-East side of Bonaventure street, known and designated as being lot No. 2169 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front on the South-West by Bonaventure street; on the North-East by lot No. 2172; on the South-East by lots No. 2170 and 2171 and on the North-West by lot No. 2168, as belonging to the Read Motors Limited.

2002-37-2-o Le greffier,  
GEORGES BEAUMIER.

2002-37-2 GEORGES BEAUMIER,  
Clerk.

Province de Québec.—District de Lotbinière

Province of Quebec.—District of Lotbinière

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE VILLEROY

SCHOOL MUNICIPALITY OF VILLEROY

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the

en date du 14 septembre 1942, a ordonné au sous-signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation scolaire de Villeroy, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle publique de la municipalité de Villeroy, comté de Lotbinière, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1942.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées, à l'exception de celles imposées pour l'exercice 1942-43, auront été payées avant le moment de la vente.

14th September, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, ch. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the School Corporation of Villeroy, with interests and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the public hall of the Municipality of Villeroy, county of Lotbinière, at ELEVEN o'clock in the forenoon, TUESDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER, 1942.

However there shall be excluded from the sale, the immovables whereon all instalments due for consolidated taxes and all non-consolidated school taxes, with the exception of those imposed for the year 1942-43, shall have been paid before the sale.

N°	Noms	Lot	Rang	Cadastre 723
No.	Names	Lot	Range	Cadastre 723
1	Alphonse Mailhot	3	XII	311
2	Odilon Tessier	23	XII	291
3	Alfred Paillé	28	XII	286
4	Auguste Thiboutot	41	XII	273
5	Alfred Beaudet	45	XII	269
6	Edmond Prince	46	XII	268
7	Aleide Mailhot	4	XIII	317
8	Alfred Giasson	24	XIII	337
9	Aurélius Lemay	27	XIII	340
10	H. M. Deschamps	52	XIII	365
11	Mme-Mrs Eug. Roux	55	XIII	368
12	Emile Lemay	56	XIII	369
13	Adélaré Champagne	8	XV	437
14	Arcade Bédard	23	XV	452
15	Louis Séguin, fils-Jr.	28-29	XV	457-458
16	Henri Chauvette	7	XVI	537
17	Adélaré Boivin	15	XVII	560
18	Jos. Belleau	18	XVII	563
19	Grégoire Gendron	30	XVII	575
20	Paul Emile Gendron	32	XVII	577
21	Charles Blanchette	6	XVII	551
22	Ludger Thériault	17	XVII	562
23	Alphège Pitt	41	XVII	586
24	Armand Pitt	42	XVII	587
25	J. S. Côté	24	XIX	685
26	Gérard P. Bédard	43	XIX	704

Les immeubles désignés du N° 1 à 26 sont avec bâtisses et détenus sous billets de location.

The immovables described from No. 1 to 26 are with buildings and held under location tickets.

27	Raymond Bergeron	47	XIII	360
28	Eugène Roux	54	XIII	367
29	Adélaré Boivin	16	XVII	561

Les immeubles désignés aux Nos 27, 28 et 29 sont détenus sous billets de location.

The immovables described as Nos. 27, 28 and 29 are held under location tickets.

30	Alfred Paillé	29	XII	285
31	Joffre Roberge	35	XIII	348

Les immeubles désignés aux Nos 30, 31 sont avec bâtisses.

The immovables described as Nos. 30, 31 are with buildings.

32	Joseph Labarre	15	XV	413
33	Josué Lefebvre	Emplacements 47 à-to 53	A	Cadastre N° 719-23, loués par bail.—rented on lease

34	Jos. Caron	24	B	Du-cadastre N° 719- 24, avec bâtisses,—with buildings, loué par bail—rented on lease
----	------------	----	---	---

Les immeubles ci-haut mentionnés sont tous du cadastre de la paroisse de St-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière.

The above described immovables are all of the cadastre of the parish of St-Jean-Deschaillons, County of Lotbinière.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

The purchase price of the said immovables shall be payable immediately.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

The sale shall, moreover, be subjected to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Donné à Villeroy, ce quatorzième jour de septembre 1942.

Given at Villeroy, this fourteenth day of September, 1942.

Le secrétaire-trésorier,  
G.-H. LAFOND.

G. H. LAFOND,  
Secretary-Treasurer.

## Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que monsieur Joseph Longchamp de la paroisse de Saint-Henri dans le comté de Lévis se propose de demander l'approbation des travaux faits depuis le 9 février 1918 sur la rivière Etchemin qui borde les lots 562 et 628 de la paroisse de Saint-Henri.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains concernés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Lévis, à Lévis.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Québec, le 27 août 1942.

1915-35-4-o JOSEPH LONGCHAMP.

## AVIS DE LA DEMANDE DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que Monsieur Armand Paradis, industriel de la paroisse de Ste-Sophie, Comté de Mégantic, P. Q., se propose de demander l'autorisation de faire des modifications au quai de son moulin, sur le cours d'eau qui borde cette propriété, la rivière Blanche, vis-à-vis les lots 974 et 975 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton Halifax, comté de Mégantic, P.Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction des ouvrages projetés et des terrains qui seront affectés, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

8 Geo. V, c. 68, formule A.

1946-36-4-o Le requérant,  
ARMAND PARADIS.

## "DELISLE AUTO LIMITÉE"

Copie d'un règlement approuvé par les actionnaires de Delisle Auto Limitée à une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le 20 août 1942.

Il est donc résolu que les actionnaires:

a) Approuvent le changement d'endroît du bureau principal de la compagnie "Delisle Auto Limitée" d'Amos, P.Q. à Rouyn, P.Q.;

b) Autorisant le secrétaire à faire parvenir une copie de la présente résolution au procureur général de la Province.

Adopté à l'unanimité,

Certifiée vraie copie.

2022-o

Le secrétaire,  
M. DE COSTER.

## Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that Mr. Joseph Longchamp, of the Parish of Saint-Henri, in the county of Lévis, intends to apply for approval of works made since the 9th of February, 1918, on the Etchemin River which borders on lots 562 and 628 of the Parish of Saint-Henri.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications indicating the site of such works and the lands affected by the raising of the waters, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of the said plans and specifications has been filed in the office of the Registration Division of the County of Lévis, at Lévis.

The application contained in the petition shall be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, August 27, 1942.

1915-35-4 JOSEPH LONGCHAMP.

## NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Notice is hereby given, pursuant to article 7 of the Water-Course Act, that Mr. Armand Paradis, manufacturer, of the Parish of Ste-Sophie, County of Megantic, P.Q., intends to apply for authorization to make certain alterations to the wharf of his mill, on the water-course bordering said property, "la rivière Blanche", opposite lots 974 and 975 on the official cadastre for the Parish of Ste-Sophie, Township of Halifax, County of Megantic, P.Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications, showing the site chosen for the construction of the proposed works and the lands which will be affected, has been forwarded to Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Office of the Registration Division of the County of Megantic, at Inverness.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

8 Geo. V, c. 68, form A.

1946-36-4 ARMAND PARADIS,  
Petitioner.

## "DELISLE AUTO LIMITÉE".

Copy of a by-law approved by the Shareholders of "Delisle Auto Limitée" at a special general meeting of the Shareholders, held on August 20th, 1942.

It is then resolved that the shareholders:

a) Approve the change of place of the head office of the company "Delisle Auto Limitée" from Amos, P.Q. to Rouyn, P.Q.;

b) Authorize the Secretary to forward a copy of the present resolution to the Attorney General of the Province.

Unanimously adopted,

Certified true copy.

2022

M. DE COSTER,  
Secretary.

La formation d'une société, sous le nom de "Union des Artistes Lyriques et Dramatiques", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze septembre 1942.

Le siège social du syndicat sera à Montréal, dans la Province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province.

2034-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association under the name of "Union des Artistes Lyriques et Dramatiques", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the fifteenth of September, 1942.

The principal place of business of the association shall be at Montreal, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,

2034 Under Secretary of the Province.

LONDON WASTE MANUFACTURING COMPANY LTD

Règlement numéro 22

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie "London Waste Manufacturing Company Ltd."

Attendu que le conseil d'administration, tel que présentement constitué, consiste en trois membres.

Et attendu qu'il a été jugé nécessaire d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie London Waste Manufacturing Company Ltd.

En conséquence, les directeurs de la compagnie London Waste Manufacturing Company Ltd décrètent ce qui suit:

Que jusqu'à ce qu'il soit autrement ordonné ou pourvu, le nombre des directeurs de la compagnie London Waste Manufacturing Company Ltd soit augmenté à quatre.

Passé le 10ème jour d'août 1942 et approuvé le même jour.

Daté à Montréal, ce 10ème jour d'août 1942.

Certifié.

Le président,  
JOE MILLER.

Le secrétaire,  
H. MILLER.

2035

LONDON WASTE MANUFACTURING COMPANY LTD

By-Law Number 22

By-Law to increase the number of Directors of the London Waste Manufacturing Company Ltd.

Whereas the Board of Directors, as at present constituted, consists of three members.

And whereas it has been deemed expedient to increase the number of Directors of the London Waste Manufacturing Company Ltd.

Therefore the Directors of the London Waste Manufacturing Company Ltd enact as follows:

That until otherwise ordered or provided, the number of Directors of the London Waste Manufacturing Company Ltd be increased to four.

Passed the 10th day of August, 1942, and approved the same day.

Dated at Montreal, this 10th day of August, 1942.

Certified.

JOE MILLER,  
President.

H. MILLER,  
Secretary.

2035-o

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE DE POINTE-AUX-TREMBLES  
COMTÉ LAVAL

AVIS

Les obligations suivantes émises en vertu d'une résolution du 17 novembre 1940, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:—Nos 1, 7, 18, 20 et 42.

Dénomination de \$500.00: Nos 5, 48.

Dénomination de \$1,000.00:—Nos 74, 89, 93, 94, 123, 169, 170 et 224.

Les dites obligations sont remboursables le premier novembre 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,  
JOSEPH JEAN.

2036-o

DRAWING OF BONDS

SCHOOL CORPORATION OF POINTE-AUX-TREMBLES  
COUNTY LAVAL

NOTICE

The following bonds, issued under resolution of November, 17th, 1940, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: Nos 1, 7, 18, 20 and 42.

Denomination of \$500.00: Nos 5, 48.

Denomination of \$1,000.00: Nos 74, 89, 93, 94, 123, 169, 170 and 224.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1942, from which date they shall cease to bear interest.

JOSEPH JEAN,  
Secretary-Treasurer.

2036-o

Bureaux-Chef

Chief-Offices

Avis est donné que la compagnie Delisle Auto Limitée, constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 décembre 1935 et ayant son bureau principal à Amos, district d'Abitibi, a transporté son bureau au numéro 580 de la rue Gamble, à Rouyn, district d'Abitibi.

Notice is given that the company "Delisle Auto Limitée", incorporated by letters patent under date of December 23rd, 1935, and having its head office at Amos, District of Abitibi, has moved its office to number 580 Gamble street, at Rouyn, District of Abitibi.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Rouyn, district d'Abitibi, ce 1er jour d'octobre 1940.

Par ordre du bureau de Direction,  
[Sceau].

DELISLE AUTO LIMITÉE,

Le secrétaire,

2023-o MAURICE DE COSTER.

Province de Québec.—District de Montréal

DONALDA COPPER MINES, LIMITED  
(Libre de responsabilité personnelle)

Le siège social de la compagnie "Donalda Copper Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été établi à chambre 511, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Montréal, le 14 septembre 1942.

Le secrétaire,

2031 T. H. HIGGINSON

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Rouyn, District of Abitibi, this 1st day of October, 1940.

By Order of the Board of Directors,  
[Seal].

DELISLE AUTO LIMITÉE,

MAURICE DE COSTER,

2023 Secretary.

Province of Quebec.—District of Montreal

DONALDA COPPER MINES, LIMITED  
(No Personal Liability)

The Head Office of Donalda Copper Mines, Limited (No Personal Liability) has been established at Room 511, 132 St. James Street West, Montreal.

Montreal, 14th September, 1942.

T. H. HIGGINSON,

2031-o Secretary.

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "A. Janin and Company Limited"—"A. Janin et Compagnie Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

Assistant-procureur général suppléant.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Viewmount Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

2029-o Assistant-procureur général suppléant.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, Chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "A. Janin and Company Limited"—"A. Janin et Compagnie Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of January, 1931.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1942.

P. FRENETTE,

Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Viewmount Realty Corporation", incorporated by letters patent dated the fourteenth day of February, 1936.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2029 Acting Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Amm Gold Mines (Quebec) Limited (Libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huit juin 1937.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, Chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Amm Gold Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability)", incorporated by letters patent dated the twenty-eighth day of June, 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un août 1942.

P. FRENETTE,  
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Labrador Club Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du treize septembre 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un août 1942.

2030 P. FRENETTE,  
Assistant-procureur général suppléant.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1942.

P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, Chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Labrador Club Incorporated", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of September, 1938.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1942.

2030-o P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

## Département de l'Instruction publique

Québec, le 8 septembre 1942.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de la ville de Belœil, dans le comté de Verchères, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire de McMasterville, dans le même comté.

2001-37-2-o

Le secrétaire,  
B.-O. FILTEAU.

N° 798-42

Québec, 16 septembre 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 10 septembre 1942, de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Viel, dans le comté de Témiscouata, en celui de Saint-Michel-de-Squateck.

2037-o

## Department of Public Instruction

Quebec, September 8th, 1942.

Application is made to annex the territory of the School Municipality of the Town of Belœil, in the County of Verchères, for Protestants only, to the School Municipality of McMasterville, in the same County.

2001-37-2

B. O. FILTEAU,  
Secretary.

No. 798-42

Quebec, September 16th, 1942.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 10th of September 1942, to change the name of the School Municipality of Saint-Joseph-de-Viel, in the county of Témiscouata, into that of Saint-Michel-de-Squateck.

2037-o

## Examen du Barreau—Bar Examination

### BARREAU DE BEDFORD.—BAR OF BEDFORD.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Geoffroy.....	Jean-Paul.....	20	Granby.

Farnham, le 9 septembre 1942.—Farnham, September 9th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Bedford,  
MAURICE ARCHAMBAULT,  
Secretary of the Bar of Bedford.

2020—38-2-o

## Ministère de l'Agriculture

## Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the

comté de l'Assomption, sous le nom de "Couvoir Coopératif de Repentigny" et que son principal siège d'affaires est à Repentigny, comté de l'Assomption.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce cinquième jour de septembre 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
2026-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Wolfe, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Weedon" et que son principal siège d'affaires est à Weedon Centre, comté de Wolfe.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce quatorzième jour de septembre 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
2027-o ADRIEN MORIN.

County of L'Assomption, under the name of "Couvoir Coopératif de Repentigny", and that its principal place of business is at Repentigny, County of L'Assomption.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this fifth day of September, 1942.

ADRIEN MORIN,  
2026 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Wolfe, under the name of "Société Coopérative Agricole de Weedon", and that its principal place of business is at Weedon Centre, county of Wolfe.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other objects useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this fourteenth day of September, 1942.

ADRIEN MORIN,  
2027 Acting Deputy Minister of Agriculture.

### Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

#### PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que certains  
Assistant procureur } propriétaires de biens  
général. } fonds situés dans les municipalités du canton de Garthby, du canton de Ham-Nord, de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown de la paroisse de Saint-Fortunat de Wolfestown et dans la paroisse de St-Joseph de Ham-Sud, comté de Wolfe, par leur requête demandent qu'un certain territoire des dites municipalités en soit détaché et érigé en municipalité séparée sous le nom de "municipalité de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens", comté de Wolfe;

ATTENDU que toutes les formalités exigées par la loi ont été accomplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande:

### Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

#### PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS certain owners  
Deputy Attorney } of land situate in the  
General. } municipalities of the Township Garthby, of the Township of North Ham, of the Parish of Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown, of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown and in the parish of St-Joseph de Ham-Sud, county of Wolfe, by a petition request that a certain territory of the said municipalities be detached therefrom and be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Parish of Saints-Martyrs-Canadiens", County of Wolfe;

WHEREAS all the formalities exacted by Law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant this request:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 2 septembre 1942 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé en partie dans chacun des cantons de Garthby, Ham, Ham-Sud et Wolfestown et dont les limites, en référence au cadastre officiel fait pour les dits cantons, se décrivent comme suit, à savoir: Partant du sommet de l'angle est du canton de Ham-Sud; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des cantons de Weedon et de Ham-Sud; dans le canton de Ham-Sud, la ligne séparative des lots numéros 21b et 22a du rang IV, la ligne séparative des rangs III et IV, la ligne séparative des lots numéros 17b et 18a de chacun des rangs III, II, Est-du-Chemin-Gosford, Ouest-du-Chemin-Gosford, I et IA; la ligne séparative des cantons de Ham et de Ham-Sud; dans le canton de Ham, la rive du lac Nicolet, la ligne séparative des lots numéros 18 et 19 du rang XI, la ligne séparative des rangs X et XI, la ligne séparative des lots numéros 18 et 19 de chacun des rangs X et IX, la ligne séparative des rangs VIII et IX, la ligne séparative des rangs VIII et A-Sud-Ouest et la ligne séparative des lots numéros 16 et 17 du rang A-Sud-Ouest; la ligne séparative des cantons de Ham et de Wolfestown; dans le canton de Wolfestown, la ligne séparative des lots numéros 20 et 21a du rang XI, la ligne séparative des lots numéros 20 et 21 du rang X, la ligne séparant le lot numéro 20 des lots numéros 21a et 21b du rang IX et la ligne séparative des rangs VIII et IX; la ligne séparative des cantons de Wolfestown et de Garthby; dans le canton de Garthby, la ligne séparant le rang II-Nord des rangs I, II et III, la ligne séparative des lots numéros 25 et 26 de chacun des rangs II-Nord, I-Nord, I-Sud et II-Sud et enfin la ligne séparative des cantons de Garthby et de Ham-Sud pour revenir au point de départ; lequel territoire ensemble, avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché des municipalités du canton de Garthby, du canton de Ham Nord, de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, de la paroisse de Saint-Fortunat-de-Wolfestown, et de la paroisse de Saint-Joseph-de-Ham-Sud, comté de Wolfe et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens" comté de Wolfe, à compter du 1er janvier 1943, le tout sous l'autorité des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 2nd September, 1942, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate partly in each of the Townships of Garthby, Ham, South Ham and Wolfestown and whereof the limits, with reference to the official cadastre made for the said Townships, are described as follows, namely: Starting from the summit of the East corner of the Township of South Ham; thence, passing successively by the following lines and limitations: the division line of the Townships Weedon and South Ham; in the Township of South Ham, the division line of lots Nos. 21b and 22a of Range IV, the division line of Ranges III and IV, the division line of lots Nos. 17b and 18a of each of Ranges III, II, East of the Gosford Road, West of the Gosford Road, I and IA; the division line of the Townships of Ham and South Ham; in the Township of Ham, the shore of Lake Nicolet, the division line of lots Nos. 18 and 19 of Range XI, the division line of Ranges X and XI, the division line of lots Nos. 18 and 19 of each of Ranges X and IX, the division line of Ranges VIII and IX, the division line of Ranges VIII and A-South-West and the division line of lots Nos. 16 and 17 of Range A-South-West; the division line of the Townships of Ham and Wolfestown; in the Township of Wolfestown, the division line of lots Nos. 20 and 21a of Range XI, the division line of lots Nos. 20 and 21 of Range X, the line dividing lot No. 20 from lots Nos. 21a and 21b of Range IX and the division line of Ranges VIII and IX; the division line of the Townships of Wolfestown and of Garthby; in the Township of Garthby, the line dividing Range II-North from Ranges I, II and III, the division line of lots Nos. 25 and 26 of each of Ranges II-North, I-North, I-South and II-South and finally the division line of the Townships of Garthby and of South Ham to return to the starting point; the said territory together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same comprised in the above described limits, shall be detached from the Municipalities of the Township of Garthby, the Township of North Ham, the Parish of Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, the Parish of Saint-Fortunat-de-Wolfestown and the parish of Saint-Joseph-de-Ham-Sud, County of Wolfe and shall be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Parish of Saints-Martyrs-Canadiens", County of Wolfe, on and from the 1st of January, 1943, the whole under the authority of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of September, in the year of Our Lord

neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne  
et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

2048-o Le sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

nineteen hundred and forty-two, and the Sixth  
year of Our Reign.

By command,

2048 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

### Soumissions

Province of Québec.

#### CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions, cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le 5 octobre 1942 pour l'achat d'une émission de \$53,000. d'obligations de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, datées du 1er septembre 1942 et remboursables par séries du 1er septembre 1943 au 1er septembre 1962, avec intérêt semi-annuel les 1er mars et 1er septembre de chaque année, payable à la Banque Canadienne Nationale, au Cap-de-la-Madeleine, Trois-Rivières, à Québec et à Montréal, au choix du porteur.

Ces obligations seront émises en coupures de \$100., \$500. et \$1000. et pourront être enrégistrées quant au capital au Bureau du Greffier de la Cité.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de la livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue le 5 octobre 1942 à huit heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fait et signé au Cap-de-la-Madeleine, ce 12ième jour du mois de septembre en l'année mil neuf cent quarante-deux (1942).

2021-o Le greffier,  
F. BEAUMIER.

### Tenders

Province of Québec.

#### CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" shall be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday the fifth day of October 1942, for the purchase of an issue of \$53,000. of bonds of the city of Cap-de-la-Madeleine, dated from the 1st day of September 1942 and redeemable serially from the 1st day of September 1943, to the 1st day of September 1962, with semi-annual interest the 1st of March and 1st of September of each year, payable at the Banque Canadienne Nationale, Cap-de-la-Madeleine, Trois-Rivières, at Quebec and Montreal.

The said bonds will be issued in denominations of \$100., \$500. and \$1,000. and may be registered as to capital at the City-Clerk's office.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the said issue.

Every tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery.

The tenders shall be opened and considered at a regular council meeting to be held the fifth day of October 1942 at eight o'clock in the evening, at the City-Hall.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Cap-de-la-Madeleine, this 12th day of September in the year nineteen hundred and forty-two (1942).

2021-o F. BEAUMIER,  
City-clerk.

### Vente—Loi de faillite

#### LA LOI DE FAILLITE

##### AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: Arthur Vennes, mécanicien en tuyauterie, Grand'Mère, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-DEUX OCTOBRE 1942, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St-Paul de Grand'Mère, Co. Laviolette, les immeubles suivants, savoir:

1° La subdivision treize du lot original quatre-vingt-cinq (13 de 85) du cadastre hypothécaire fait pour la paroisse de Ste-Flore; avec maison et bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2° Une lisière de terrain mesurant cinq pieds de largeur sur la profondeur de cent trente-huit

### Sale—Bankruptcy Act

#### BANKRUPTCY ACT

##### NOTICE OF SALE

In the matter of: Arthur Vennes, pipe mechanic, Grand'Mère, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-SECOND of OCTOBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction at the parochial church door of the Parish of St-Paul de Grand'Mère, County of Laviolette, the following immovables, to wit:

1. Subdivision thirteen of original lot eighty-five (13 of 85) of the official cadastre made for the Parish of Ste-Flore—with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A strip of land measuring five feet in width by a depth of one hundred and thirty-eight

pieds, mesure anglaise, faisant partie de la subdivision douze du dit lot original quatre-vingt-cinq (Ptie 12 de 85) du dit cadastre hypothécaire de Ste-Flore, longeant dans toute sa longueur, la subdivision treize susdite; borné en front par la rue Angus; en profondeur par le terrain de H. Dubé; d'un côté par la subdivision treize susdite et d'autre côté par le résidu de la subdivision douze, sans bâtisse.

3° Un droit de passage établi entre le cédant et Napoléon Picard en faveur de l'immeuble sus-décrié (la subdivision 13) suivant acte passé devant le notaire J. H. Desroches, le 27 juin 1928, dont copie est enregistrée au bureau d'enregistrement des Trois-Rivières, sous le N° 100,070.

Les dits immeubles et droit de passage seront vendus en bloc comme une seule et même exploitation.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 45 de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus de renseignements, s'adresser à

Les Trois-Rivières, le 15 septembre 1942.

Le syndic autorisé,  
NAPOLÉON ALARIE.

Bureau:

927 rue Ste-Geneviève,  
Les Trois-Rivières.

2028-38-2-o

feet, English measure, forming part of subdivision twelve of said original lot eighty-five (Pt. 12 of 85) of said official cadastre of Ste-Flore, adjoining in all its depth, subdivision thirteen aforesaid; bounded in front by Angus street; in depth by the land of H. Dubé; on one side by subdivision thirteen aforesaid and on the other side by the residue of subdivision twelve—without buildings.

3. A right of way established between the Assignor and Napoléon Picard in favour of the above described immovable (subdivision 13) according to deed passed before Notary J. H. Desroches, the 27th June, 1928, a copy whereof is registered in the Registry Office of Trois-Rivières, under No. 100,070.

The said immovables and right of way shall be sold "en bloc" as one and the same lot of land.

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned at any time.

The said sale shall be made in conformity with articles 716-717 C.C.P., and article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further information, apply to

Trois-Rivières, September 15, 1942.

NAPOLÉON ALARIE,  
Authorized Trustee.

Office:

927 Ste-Geneviève street,  
Trois-Rivières:

2028-38-2

Vente par licitation

Sale by Licitation

Province de Québec, District de Montréal, N° 210747. Cour Supérieure.

Dame Berthe *alias* Jeannette Derome, épouse séparée de biens de Arthur Riendeau, bedeau, des cité et district de Montréal, et ledit Arthur Riendeau aux fins d'autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs Dame Rose Derome, épouse séparée de biens de Louis Mackay, voyageur, des cité et district de Montréal, et ledit Louis Mackay pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, en date du 1er septembre 1942, rendu par l'Hon. Juge Alfred Forest, dans la cause sus-mentionnée, il a été ordonné la licitation de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"Un immeuble constitué par (a) Un lopin de terre de forme irrégulière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme étant partie du lot numéro cent dix (Ptie 110), borné au nord-ouest par partie du susdit lot 110, et par le lot 112 susdit cadastre; au nord-est par partie subdivisée du lot 113 du susdit cadastre, au sud-est par partie subdivisée du lot 110 du même cadastre, au sud-ouest par partie du susdit lot 110 et par partie du lot 109 du même cadastre; à l'ouest par le chemin public ou Boulevard Gouin; contenant en superficie vingt-trois mille cinq cent soixante pieds (23560') le tout mesure anglaise et ainsi que le tout se trouve actuellement avec la maison et toutes les dépendances y érigées portant le N° civique 3264 du Boulevard Gouin-Est, à Montréal

Province of Quebec, District of Montreal, No. 210747. Superior Court.

Dame Berthe *alias* Jeannette Derome, wife separate as to property of Arthur Riendeau, Sexton, of the city and district of Montreal, and the said Arthur Riendeau to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs Dame Rose Derome, wife separate as to property of Louis Mackay, traveller, of the City and District of Montreal, and the said Louis Mackay to authorize his wife for the purposes hereof, defendants.

NOTICE

Notice is hereby given in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, under date the 1st of September, 1942, rendered by the Hon. Justice Alfred Forest, in the case above mentioned, ordering the licitation of the immovable hereinafter described, namely:

An immovable comprising (a) A parcel of land of irregular figure, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, as being part of lot number one hundred and ten (Pt. 110), bounded on the north-west by a part of the aforesaid lot 110, and by lot 112 of the aforesaid cadastre; on the north-east by a subdivided part of lot 113 of the aforesaid cadastre, on the south-east by a subdivided part of lot 110 of the same cadastre, on the south-west by a part of aforesaid lot 110 and by a part of lot 109 of the same cadastre; on the west by the public road or Boulevard Gouin; containing in area twenty-three thousand five hundred and sixty feet (23560') the whole English measure and as the whole presently subsists with the house and all dependencies

Nord; (b) Un lopin de terre de forme triangulaire, connu et désigné aux mêmes plan et livres de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme étant partie du lot numéro cent neuf (Ptie 109) borné au nord-est par partie du lot 110 ci-haut décrite; au sud-est par partie du susdit lot 109; à l'ouest par le chemin public ou Boulevard Gouin; mesurant dans la ligne nord-est cinq pieds et quatre vingt-cinq centièmes (5.85'), dans la ligne sud-est, six pieds et trente-huit centièmes de pied (6.38') dans la ligne ouest sept pieds et sept dixièmes de pied (7.7'); contenant en superficie quinze pieds (15') le tout mesure anglaise.

Un dépôt de mille dollars (\$1,000.00) sera exigé de tout enchérisseur, pour la réception de son offre et enchère sur ledit immeuble.

Ledit immeuble sera vendu à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le QUATORZE OCTOBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, au Palais de Justice à Montréal, salle d'audience N° 31, ou dans toute autre salle que la Cour indiquera, ladite vente sujette aux clauses, charges et conditions mentionnées dans le cahier des charges approuvé et homologué par jugement de l'honorable Juge Alfred Forest en date du 5 septembre 1942 et déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure.

Toute opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler, relative au susdit immeuble ne sera pas reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers, devra être produite au greffe de ladite Cour dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de faire opposition dans les délais prescrits, elles en seront forcloses de plein droit.

Montréal, 5 septembre 1942.

Les avocats de la demanderesse,  
1989—37-2-0 PERRAULT et PERRAULT.

thereon erected bearing civic No. 3264 Boulevard Gouin East, Montreal-North; (b) A parcel of land of triangular figure, known and designated on the same official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, as being a part of lot number one hundred and nine (Pt. 109) bounded on the north-east by a part of lot 110 above described; on the south-east by a part of aforesaid lot 109; on the west by the public road or Boulevard Gouin; measuring in the north-east line five feet and eighty-five hundredths (5.85'), in the south-east line six feet and thirty-eight hundredths of a foot (6.38'), in the west line seven feet and seven tenths of a foot (7.7'); containing in area fifteen feet (15') the whole English measure.

A deposit of one thousand dollars (\$1,000) shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid on the said immovable.

The said immovable shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, at the Court House at Montreal, Room No. 31, or in any other room which the Court may indicate, the said sale shall be subject to the clauses, charges and conditions mentioned in the list of charges approved and homologated by judgment of the Hon. Justice Alfred Forest under date the 5th September, 1942, and filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court.

Any opposition to secure charges, to withdraw or to annul in connection with the said immovables shall not be received later than the twelfth day before the day fixed for the sale, and any opposition for payment or any claim on the proceeds of the sale must be filed in the office of the said Court within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays specified, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, September 5, 1942.

PERRAULT et PERRAULT,  
1989—37-2 Attorneys for plaintiff.

## VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

### JOLIETTE

*Fieri Facias De Terris.*

Cour de Magistrat.—District de Joliette.

Province de Québec. } LOUIS TREMBLAY,  
N° 11,639 } L propriétaire de moulin à scie de la municipalité du canton Chertsey, dans le district de Joliette, demandeur; vs LES HÉRITIERS DE FEU SINAI GRENIER, en son vivant journalier, de la municipalité du canton Chertsey, dans le district de Joliette, défendeurs.

Un emplacement situé dans la paroisse de St-Théodore de Chertsey, connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Chertsey, comme faisant partie du lot de terre N° sept-A, (Ptie 7-A) du deuxième rang dudit canton mesurant: en front, sur le chemin public soixante-et-dix pieds de largeur à partir de l'emplacement de Dame Ignace Dupuis par cent quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et tel qu'enclos; le tout bâti

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### JOLIETTE

*Fieri Facias De Terris.*

Magistrate's Court.—District of Joliette.

Province of Quebec. } LOUIS TREMBLAY,  
No. 11,639 } L saw-mill owner, of the Municipality of the Township of Chertsey, in the District of Joliette, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE SINAI GRENIER, in his lifetime, labourer, of the Municipality of the Township of Chertsey, in the District of Joliette, defendants.

An emplacement situate in the Parish of St-Théodore de Chertsey, known on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Chertsey, as forming part of lot of land number seven A (Pt. 7-A) in the second Range of said Township, measuring, in front, on the public road, seventy feet in width from the emplacement of Dame Ignace Dupuis by one hundred and eighty feet in depth, English measure, more or less, and as fenced in; the whole

d'une maison et borné comme suit: en front au nord-est par le chemin public, du côté nord-ouest par Dame Ignace Dupuis, en arrière et de l'autre côté par Alphonse Grenier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Théodore de Chertsey, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, J.-A. BÉLANGER.  
Joliette, le 14 septembre 1942. 2039-38-2-o  
[Première publication, le 19 septembre 1942]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } LE SYNDICAT DE CONS-  
N° 42133. } TRUCTION MODER-  
NE LIMITÉE, corps politique et incorporé  
ayant le siège principal de ses affaires à Québec,  
contre WILLIAM SCALLEN, ingénieur-stationnaire,  
de la Cité de Québec, à savoir:

La subdivision 164 (cent soixante-quatre) et une lisière de 15 pieds faisant partie de la subdivision 163 (cent soixante-trois) et une lisière de 5 pieds faisant partie de la subdivision 165 (cent soixante-cinq) du lot N° 105 (cent cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, étant un emplacement situé dans la dite paroisse, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Colomb de Sillery, comté de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.  
Québec, ce 17 septembre 1942. 2040-38-2-o  
[Première publication, 19 septembre 1942]  
[Deuxième publication, 3 octobre 1942]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } ELMINA MORISSETTE,  
N° 44957 } veuve de Louis Morand,  
de la Cité de Québec; contre ZÉLIA PAGA-  
GEAU, veuve de Joseph Morency, de la Cité  
de Québec, à savoir:

1. Partie est du lot N° 3750 (trois mille sept cent cinquante) du cadastre officiel pour le quartier St-Jean, maintenant quartier St-Jean-Baptiste, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé au N° 118 rue Lavigueur, contenant environ 60 pieds de front sur la profondeur du dit terrain, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, bornée vers l'est par la côte dite Côte de la Négresse, vers l'ouest par l'autre partie du dit terrain appartenant à Emile Martel ou représentants, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujette à une rente annuelle constituée de \$4.00 payable le 1er mai de chaque année à l'Hôte-Dieu-du-Précieux-Sang de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.  
Québec, ce 16 septembre 1942. 2041-38-2-o  
[Première publication, 19 septembre 1942]  
[Deuxième publication, 3 octobre 1942]

with a house thereon erected, and bounded as follows: in front on the Northeast by the public road, on the Northwest side by Dame Ignace Dupuis, in rear and on the other side, by Alphonse Grenier.

To be sold at the church door of the Parish of St-Théodore de Chertsey, on the TWENTY-SECOND day of the month of OCTOBER, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, September 14th, 1942. 2039-38-2  
[First publication, September 19th, 1942]

**QUEBEC**

*Fieri Facias*

Québec, to wit: } LE SYNDICAT DE CONS-  
No. 42133 } TRUCTION MODER-  
NE LIMITÉE, a body politic and corporate,  
having its head business office at Québec; against  
WILLIAM SCALLEN, stationary engineer,  
of the City of Québec, to wit:

Subdivision 164 (one hundred and sixty-four) and a strip of 15 feet, forming part of Subdivision 163 (one hundred and sixty-three) and a strip of 5 feet forming part of Subdivision 165 (one hundred and sixty-five) of lot No. 105 (one hundred and five) of the official cadastre for the Parish of St-Colomb de Sillery, County of Québec, being an emplacement situate in the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Colomb de Sillery, County of Québec, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, September 17th, 1942. 2040-38-2  
[First publication, September 19th, 1942]  
[Second publication, October 3rd, 1942]

*Fieri Facias*

Québec, to wit: } ELMINA MORISSETTE,  
No. 44957 } widow of Louis Morand,  
of the City of Québec; against ZÉLIA PAGA-  
GEAU, widow of Joseph Morency, of the City  
of Québec, to wit:

1. The East part of lot No. 3750 (three thousand seven hundred and fifty) of the official cadastre for St-John's Ward, now St-Jean-Baptiste Ward, of the City of Québec, being an emplacement situate at No. 118 Lavigueur street, measuring about 60 feet in front by the depth of the said lot of land, the whole more or less, without warranty of exact measurement, bounded on the East by the hill known as "Côte de la Négresse", towards the West by the other part of the said lot belonging to Emile Martel or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual constituted rent of \$4. payable the 1st of May of each year to the Hôtel-Dieu-du-Précieux-Sang de Québec.

To be sold, at my office, in the City of Québec, on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, this 16th September, 1942. 2041-38-2  
[First publication, September 19, 1942]  
[Second publication, October 3, 1942]

**RICHELIEU***Fieri Facias*

Cour Supérieure.—District de Richelieu  
Sorel, à savoir: } **EMERY FORCIER**, com-  
N° 10145 } merchant, du village de  
Massueville, district de Richelieu, Demandeur; vs **ADÉLARD BROUILLARD**, journalier, de St-Aimé, district de Richelieu, et **ADGEMIR BROUILLARD**, cultivateur de la paroisse de St-David, comté d'Yamaska, dit district, défendeurs.

Comme étant en la possession du défendeur Adélar Brouillard:

"Un terrain situé en la paroisse de St-David connu et désigné au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-David, comme étant le lot numéro neuf cent quatre vingt-un (N° 981) avec bâtisses dessus construites;

Un autre terrain situé en la paroisse de St-Aimé, de forme irrégulière situé sur le côté est de la rivière Yamaska, formant une superficie d'environ neuf arpents et renfermé dans les bornes suivantes:—

En front par la rivière Yamaska, en profondeur aux terres de St-David, d'un côté vers le sud au terrain de Joseph Lambert, et de l'autre côté par la route de la concession Ste-Caroline, et par la partie de terrain restant aux donateurs, cette partie de terrain étant séparée par moitié, attendu que la route ne se continue pas à cet endroit, et ne peut être considéré comme la ligne de division, lequel terrain fait partie au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-Aimé, comme étant la moitié sud en largeur du lot numéro six cent trente-quatre (Ptie lot N° 634).

"Un autre terrain situé en la paroisse de St-David, sur la concession du Bord de l'eau de la rivière Yamaska, borné par un bout aux terres de St-Aimé, de l'autre bout aux terres de la concession Ste-Caroline, d'un côté vers le sud, au terrain de Joseph Lambert, et de l'autre côté vers le nord, à la route du Bord de l'eau conduisant à la concession Ste-Caroline, lequel terrain est connu et désigné au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-David comme étant le lot numéro neuf cent soixante et quinze".

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-David, le VINGTIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1942, à UNE heure de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, **MICHEL SAINT-GERMAIN**.  
Sorel, ce 16 septembre 1942. 2042-38-2-0  
[Première publication, 19 septembre 1942]

**RIMOUSKI***Fieri Facias de Terris.*

Cour Supérieure.—District de Rimouski.  
N° 6736 } **ALFRED LAVOIE**; vs  
} **GEORGES TUR-**  
**COTTE.**

Une terre connue et désignée comme étant le numéro deux cent soixante-dix-sept (277) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, étant une terre située au Beauséjour, mesurant 3 arpents six pieds de front sur quarante de profondeur, formant une superficie de 121.33 arpents; bornée au nord, à la rivière Rimouski, à l'est à Alfred Dubé, au sud au deuxième rang et à l'ouest à Fabien Ouellet, à distraire une superficie totale de 4.65 arpents, consistant en:

(a) Une lisière de terrain de 200 pieds de profondeur sur la largeur de ladite terre, à prendre

**RICHELIEU***Fieri Facias*

Superior Court.—District of Richelieu  
Sorel, to wit: } **EMERY FORCIER**, mer-  
No. 10145 } chant, of the Village of  
Massueville, district of Richelieu, plaintiff; vs **ADÉLARD BROUILLARD**, laborer, of St-Aimé, district of Richelieu, and **ADGEMIR BROUILLARD**, farmer, of the parish of St-David, county of Yamaska, said district, defendants.

As being in the possession of the defendant Adélar Brouillard:

A lot of land situate in the parish of St-David, known and designated on the official cadastre for the parish of St-David, as being lot number nine hundred and eighty-one (No. 981) with buildings thereon erected.

Another lot of land situate in the parish of St-Aimé, of irregular figure, situate on the East side of the Yamaska River, forming an area of about nine arpents and enclosed within the following boundaries:

In front by the Yamaska River, in depth by the lands of St-David, on one side towards the South by the land of Joseph Lambert, and on the other side by the road of the Ste-Caroline Concession, and by that part of the lot of land remaining to the donors, the said part of the lot of land being divided in half, with the understanding that the road does not run to this place, and cannot be considered as the division line, the said lot of land forms part of the official cadastre for the parish of St-Aimé, as being the South half in width of lot number six hundred and thirty-four (Pt. lot No. 634).

Another lot of land situate in the parish of St-David, in the "Bord de l'Eau" Concession of the Yamaska River, bounded at one end by the lands of St-Aimé, at the other end by the lands of the Ste-Caroline Concession on one side to the South, by the land of Joseph Lambert, and on the other side towards the North, by the "Bord de l'Eau" road leading to the Ste-Caroline Concession, the said lot of land is known and designated on the official cadastre for the parish of St-David as being lot number nine hundred and seventy-five.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-David, on the TWENTIETH day of the month of OCTOBER, 1942, at ONE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, September 16, 1942. 2042-38-2  
[First publication, September 19, 1942]

**RIMOUSKI***Fieri Facias de Terris*

Superior Court.—District of Rimouski.  
No. 6736 } **ALFRED LAVOIE**; vs  
} **GEORGES TUR-**  
**COTTE.**

A farm known and designated as being number two hundred and seventy-seven (277) of the official cadastre of the parish of Saint Germain de Rimouski, being a farm situate at Beauséjour, measuring 3 arpents six feet in front by forty in depth, forming an area of 121.33 arpents; bounded on the North by the Rimouski river, on the East by Alfred Dubé, on the South by the second range and on the West by Fabien Ouellet, to be deducted a total area of 4.65 arpents, consisting of:

(a) A strip of land of 200 feet in depth by the width of the said farm, to be taken from the

de la rivière Rimouski en gagnant sud jusqu'à ladite profondeur de 200 pieds, ledit terrain étant l'extrémité nord de la terre ci-dessus; bornée au nord à la rivière Rimouski, à l'est à un terrain de la Cie Price Bros., au sud à la profondeur susdite de 200 pieds et à l'ouest à une terre de la Cie Price Bros.

(b) Un terrain ou emplacement mesurant un arpent en superficie; bornée au nord et à l'ouest à Georges Turcotte, à l'est à Alfred Dubé et au sud au chemin public du rang.

(c) Une lisière de terrain mesurant 20 pieds de largeur sur 456 de longueur, partant de la terre de Fabien Ouellet pour déboucher à l'est au chemin public du rang; borné au nord et au sud à Georges Turcotte, la dite lisière de terrain se trouvant au nord d'un certain travers en arrière de la maison ou résidence de Georges Turcotte, mais avec le droit en faveur de Georges Turcotte, de traverser la dite lisière de terrain et d'y vaquer, cette lisière de terrain étant actuellement chemin public.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Rimouski, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Rimouski, 26 août 1942.  
[Première publication, 29 août 1942]

Le shérif,  
CHAS. D'ANJOU.  
1903-35-2-o

Rimouski river running Southerly to the said depth of 200 feet, the said strip of land being the northern extremity of the aforesaid farm; bounded on the north by the Rimouski river, on the east by a lot of land belonging to the Price Bros. Co., on the south by the aforesaid depth of 200 feet and on the west by a lot of land belonging to the Price Bros. Co.

(b) A lot of land or emplacement measuring one arpent in area; bounded on the north and west by Georges Turcotte, on the east by Alfred Dubé and on the south by the public road of the range.

(c) A strip of land measuring 20 feet in width by 456 feet in length, starting from the land of Fabien Ouellet to end on the east at the public road of the range; bounded on the north and south by Georges Turcotte, the said strip of land being situate of a certain crossing in rear of the house of residence of Georges Turcotte, but with right in favour of Georges Turcotte to cross and communicate over the said strip of land, the said strip of land being actually a public road.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, at Rimouski, the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER next, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, August 26th, 1942.  
[First publication, August 29th, 1942]

CHAS. D'ANJOU,  
Sheriff.

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

Province de Québec.—District de Montréal.

CITÉ D'OUTREMONT

AVIS

Vente de Propriétés pour Taxes

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier et trésorier de la Cité d'Outremont, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, N° 543 Chemin Ste-Catherine, dans ladite Cité le SEIZE (16) NOVEMBRE, mil neuf cent quarante-deux (1942) à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Province of Quebec.—District of Montreal.

CITY OF OUTREMONT

NOTICE

Sale of Properties for Taxes

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk and Treasurer of the City of Outremont, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall, No. 543 St. Catherine Road, in the said City, on the SIXTEENTH (16th) day of NOVEMBER, nineteen hundred and forty-two (1942) at ELEVEN of the clock in the forenoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with accrued interest and costs incurred thereon unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Propriétaires  
de bien-fonds

N° du cadastre  
et subdivision

Names of Owners  
of Immovables

Cadastre and  
Subdivision

ASCONI CONSTRUCTION Co. LTD.—Lot numéro 36-188 de la Paroisse de Montréal.

BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-159 de la Paroisse de Montréal.

BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-160 de la Paroisse de Montréal.

BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-161 de la Paroisse de Montréal.

BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-163 de la Paroisse de Montréal.

ASCONI CONSTRUCTION Co. LTD.—Lot number 36-188 of the Parish of Montreal.

BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-159 of the Parish of Montreal.

BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-160 of the Parish of Montreal.

BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-161 of the Parish of Montreal.

BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-163 of the Parish of Montreal.

Propriétaires de bien-fonds	N° du cadastre et subdivision	Names of Owners of Immovables	Cadastre and Subdivision
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-164 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-164 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-165 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-165 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-166 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-166 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-167 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-167 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-168 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-168 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-169 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-169 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-176 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-176 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-177 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-177 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-178 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-178 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Un lopin de terre composé:—		BATES REALTIES LIMITED.—A piece of land composed of:	
Du lot numéro 39-179 de la Paroisse de Montréal joint avec le lot numéro 39-180 de la Paroisse de Montréal.		Lot number 39-179 of the Parish of Montreal joint with lot number 39-180 of the Parish of Montreal.	
Joint avec la partie nord-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-un de la subdivision du lot originaire numéro trente-neuf (39-181pt.n.o.) de la Paroisse de Montréal, de forme irrégulière, mesurant soixante-six pieds (66') dans la ligne nord-ouest, vingt pieds (20') dans la ligne sud-ouest, soixante-douze pieds et cinq dixièmes de pied (72.5') dans la ligne nord-est et environ quatre-vingt-cinq pieds (85') dans la ligne sud, contenant en superficie 2967 pieds carrés mesure anglaise, plus ou moins; borné au nord-ouest par la partie du lot numéro 39-205 ci-après décrite, au nord-est partie par le lot numéro 39-180 et partie par le lot numéro 39-179, au sud-ouest par la partie du lot numéro 39-192 ci-après décrite et au sud par l'avenue Nord.		Joint with the north-west part of lot number one hundred and eighty-one of subdivision of cadastral lot number thirty-nine (39-181n.w.pt.) of the Parish of Montreal, of irregular shape, measuring sixty-six feet (66') in the north-west line, twenty feet (20') in the south-west line, seventy-two feet and five tenths of a foot (72.5') in the north-east line and about eighty-five feet (85') in the south line, having an area of 2967 square feet English measure more or less; bounded to the north-west by the part of lot number 39-205 hereafter described, to the north-east, partly by lot number 39-180 and partly by lot number 39-179, to the south-west by the part of lot number 39-192 hereafter described and to the south by North Avenue.	
Joint avec la partie nord du lot numéro cent quatre-vingt-douze de la subdivision du lot originaire numéro trente-neuf (39-192pt.n.) de la Paroisse de Montréal, de forme irrégulière, mesurant trente-deux pieds (32') dans la ligne nord-ouest et vingt pieds (20') dans la ligne nord-est et contenant une superficie de 320 pieds carrés mesure anglaise plus ou moins, bornée au nord-ouest par la partie du lot numéro 39-205 ci-après décrite, au nord-est par la partie du lot numéro 39-181 ci-dessus décrite et au sud par l'avenue Nord.		Joint with the north part of lot number one hundred and ninety-two of subdivision of cadastral lot number thirty-nine (39-192n.pt.) of the Parish of Montreal, of irregular shape, measuring thirty-two feet (32') in the north-west line and twenty feet (20') in the north-east line and having an area of 320 square feet English measure more or less, bounded to the north-west by the part of lot number 39-205 hereafter described, to the north-east by the part of lot number 39-181 above described and to the south by North Avenue.	
BATES REALTIES LIMITED.—Un lopin de terre composé:—		BATES REALTIES LIMITED.—A piece of land composed of:—	
De la partie nord-est du lot numéro deux cent cinq, de la subdivision du lot originaire numéro trente-neuf (39-205pt.n.e.) de la Paroisse de Montréal, mesurant environ quatre cent quatre-vingt-quinze pieds (495') dans la ligne nord-ouest, trois cent vingt-cinq (325') dans la ligne sud-est et soixante-six pieds (66') dans la ligne nord-est, et contenant une superficie de 26,137 pieds carrés, mesure anglaise plus ou moins, bornée au nord-ouest par le lot numéro 39-228, au nord-est par l'avenue Rockland et au sud-est par les lots numéros 39-169 et 39-180, par les parties des lots numéros 39-181 et 39-192 ci-dessus décrites et au sud par l'avenue Nord.		The north-east part of lot number two hundred and five of subdivision of cadastral lot number thirty-nine (39-205n.e.pt.) of the Parish of Montreal, measuring about four hundred and ninety-five feet (495') in the north-west line, three hundred and twenty-five feet (325') in the south-east line and sixty-six feet (66') in the north-east line, and having an area of 26,137 square feet, English measure more or less, bounded to the north-west by lot number 39-228, to the north-east by Rockland Avenue and to the south-east by lots numbers 39-169 and 39-180, by the parts of lots numbers 39-181 and 39-192 above described and to the south by North Avenue.	
Joint avec le lot numéro 39-228 de la Paroisse de Montréal.		Joint with lot number 39-228 of the Parish of Montreal.	

Propriétaires de bien-fonds	N° du cadastre et subdivision	Names of Owners of Immovables	Cadastre and Subdivision
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-212 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-212 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-213 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-213 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-214 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-214 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Wilder composé:— Du lot numéro 39-211 de la Paroisse de Montréal joint avec,— Une lisière de terrain étant la partie nord-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro trente-neuf (39-187pt.n.o.) de la Paroisse de Montréal, mesurant quatre pieds (4') de largeur par cent quatre pieds (104') de profondeur, bornée en front au nord-est par l'avenue Wilder, en arrière au sud-ouest par le lot numéro 39-198, d'un côté au sud-est par le résidu dudit lot numéro 39-187 et de l'autre côté au nord-ouest par le lot numéro 39-211 avec et sujet au droit de passage pour les piétons, les véhicules et les animaux en tout temps dans un passage mesurant cent quatre pieds (104') de profondeur par douze pieds (12') de largeur, pris moitié sur la partie nord-ouest du résidu dudit lot numéro 39-187 et moitié sur la dite partie nord-ouest dudit lot numéro 39-187 ci-haut décrite et sur la partie sud-est dudit lot numéro 39-211; et sujet au droit d'avoir vue et ouvertures sur ledit passage en commun.		BATES REALTIES LIMITED.—An emplacement fronting on Wilder Avenue, composed of: — Lot number 39-211 of the Parish of Montreal, joint with A strip of land being the north-west part of lot number one hundred and eighty-seven of subdivision of cadastral lot number thirty-nine (39-187n.w.pt.) of the Parish of Montreal, measuring four feet (4') in width by one hundred and four feet (104') in depth, bounded in front to the north-east by the residue of said lot number 39-187 and on the other side to the north-west by lot number 39-211 with and subject to a right of passage for pedestrians, vehicles and animals at all times in a passage measuring one hundred and four feet (104') in depth by twelve feet (12') in width, taken half on the north-west part of the residue of said lot number 39-187 and half on the said north-west part of said lot number 39-187 above described and on the south-east part of said lot number 39-211, and subject to the right of view and openings on the said passage in common.	
BETHUNE, WM. JOHN.—Lot numéro 27-24 de la Paroisse de Montréal.		BETHUNE, WM. JOHN.—Lot number 27-24 of the Parish of Montreal.	
BETHUNE, FRANCES CATHERINE, épouse de GRIFFITHS, GEO. A.—Lot numéro 27-24 de la Paroisse de Montréal.		BETHUNE, FRANCES CATHERINE, wife of GRIFFITHS, GEO. A.—Lot number 27-24 of the Parish of Montreal.	
MORRISON, SARAH ANN, veuve de BETHUNE, D. A.—Lot numéro 27-24 de la Paroisse de Montréal.		MORRISON, SARAH ANN, widow of BETHUNE, D. A.—Lot number 27-24 of the Parish of Montreal.	
BETHUNE, WM. JOHN.—Lot numéro 27-25 de la Paroisse de Montréal.		BETHUNE, WM. JOHN.—Lot number 27-25 of the Parish of Montreal.	
BETHUNE, FRANCES CATHERINE, épouse de GRIFFITHS, GEO. A.—Lot numéro 27-25 de la Paroisse de Montréal.		BETHUNE, FRANCES CATHERINE, wife of GRIFFITHS, GEO. A.—Lot number 27-25 of the Parish of Montreal.	
MORRISON, SARAH ANN, veuve de BETHUNE, D. A.—Lot numéro 27-25 de la Paroisse de Montréal.		MORRISON, SARAH ANN, widow of BETHUNE, D. A.—Lot number 27-25 of the Parish of Montreal.	
BRAULT, M. H.—Lot numéro 32-3-27-1 de la Paroisse de Montréal avec bâtisse et dépendances dessus érigées portant le numéro civique 5493 avenue Durocher; les murs de la dite bâtisse sont mitoyens de chaque côté.		BRAULT, M. H.—Lot 32-3-27-1 of the Parish of Montreal with building and dependencies thereon erected bearing civic No. 5493 Durocher Avenue; the walls of said building on each side are mitoyen.	
CAYA, MARIUS.—Lot numéro 27-23 de la Paroisse de Montréal.		CAYA, MARIUS.—Lot number 27-23 of the Parish of Montreal.	
DE SERRES, Succ. G.—Lot numéro 41-16-1 de la Paroisse de Montréal.		DE SERRES, Est. G.—Lot number 41-16-1 of the Parish of Montreal.	
JALBERT, Madame J. W.—Un emplacement ayant front sur le Chemin de la Côte Ste-Catherine composé:— 1° Du lot numéro 27-17-1 de la Paroisse de Montréal. 2° De la partie sud-ouest du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro dix-sept, de la subdivision du lot originaire numéro vingt-sept (27-17-2 pt. s.o.) de la Paroisse de Montréal, mesurant deux pieds (2') de largeur par quarante-six pieds (46') de profondeur dans la ligne sud-ouest, bornée en front au nord-ouest par l'avenue Maplewood, en arrière au sud-est par le lot numéro 27-17-1 ci-dessus mentionné,		JALBERT, Mrs. J. W.—An emplacement fronting on Cote St. Catherine Road composed as follows: 1. Of lot number 27-17-1 of the Parish of Montreal. 2. Of the south-west part of lot number two, of subdivision of lot number seventeen, of subdivision of cadastral lot number twenty-seven (27-17-2s. w.pt.) of the Parish of Montreal, measuring two feet (2') in width by forty-six feet (46') in depth in the south-west line, bounded in front to the north-west by Maplewood Avenue, in rear to the south-east by lot number 27-17-1 above mentioned, on one side to the north-east	

Propriétaires de bien-fonds	N° du cadastre et subdivision	Names of Owners of Immoveables	Cadastre and Subdivision
d'un côté au nord-est par le résidu dudit lot numéro 27-17-2 et de l'autre côté au sud-ouest par la partie du lot numéro 27-16-1 ci-après décrite.		by the residue of said lot number 27-17-2 and on the other side to the south-west by part of lot number 27-16-1 hereafter described.	
3° De la partie nord-est du lot numéro un, de la subdivision du lot numéro 16, de la subdivision du lot originaire numéro vingt-sept (27-16-1pt. n.e.) de la Paroisse de Montréal, mesurant dix pieds (10') de largeur par cent seize pieds (116') de profondeur dans la ligne nord-est, bornée en front au nord-ouest par l'avenue Maplewood, en arrière au sud-est par une partie du lot numéro 28, d'un côté au nord-est par la partie du lot numéro 27-17-2 ci-dessus décrite et par le lot numéro 27-17-1 ci-dessus mentionné, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot numéro 27-16-1.		3. Of the north-east part of lot number one, of subdivision of lot number sixteen, of subdivision of cadastral lot number twenty-seven (27-16-1n.e.pt.) of the Parish of Montreal, measuring ten feet (10') in width by one hundred and sixteen feet (116') in depth in the north-east line, bounded in front to the north-west by Maplewood Avenue, in rear to the south-east by part of lot number 28, on one side to the north-east by the part of lot number 27-17-2 above described and by lot number 27-17-1 above mentioned, and on the other side to the south-west by the residue of said lot number 27-16-1.	
Le tout sujet à un droit de vue sur la partie dudit lot numéro 27-17-2 ci-dessus décrite et la partie 27-16-1 ci-dessus décrite y adjacente, en faveur du résidu dudit lot numéro 27-17-2 et aussi sujet à la charge pour le propriétaire dudit emplacement de ne pas obstruer et d'entretenir convenablement à perpétuité, à ses frais et dépens, la dite partie sud-ouest dudit lot numéro 27-17-2 et de la partie y adjacente du lot numéro 27-16-1 ci-dessus décrite avec bâtisse et dépendances dessus érigées portant le numéro civique 96 Chemin Ste-Catherine.		The whole subject to a right of view on part of said lot number 27-17-2 above described and on the adjoining part of lot number 27-16-1 above described, in favor of the residue of said lot number 27-17-2 and also subject for the proprietor of said emplacement to maintain, at his own expense, in perpetuity, vacant and in good order the said south-west part of lot number 27-17-2 and the adjoining part of lot number 27-16-1 above described with building and dependencies thereon erected bearing civic number 96 St. Catherine Road.	
LAMARCHE, Révérend J.-A. et HURTEAU, Révérend Z.-N.—Un lopin de terre ayant front sur le Chemin de la Côte Ste-Catherine étant une partie non subdivisée du lot originaire numéro vingt-huit (28pt.) de forme irrégulière, mesurant quarante pieds (40') de largeur en front sur le Chemin de la Côte Ste-Catherine et cent pieds et six pouces (100' 6") de largeur en arrière, par une profondeur dans la ligne nord-ouest de cent soixante-six pieds et un pouce (166' 1") et dans sa limite latérale nord-est de quatre-vingt-sept pieds et huit dixièmes de pied (87.8') direction sud, et de là, à compter d'icelle dans une direction sud-est une distance de trente-quatre pieds (34') continuant dans une direction sud-est sur une distance de douze pieds et cinq dixièmes de pied (12.5') jusqu'à un point marqué dans la limite latérale sud-est ayant la largeur dudit lot comme dimension, c'est-à-dire, cent pieds et six pouces (100' 6"), et à partir de ce point dans une direction parallèle à la dite limite latérale nord-ouest jusqu'à l'autre limite dudit lot formant un angle droit avec sadite limite sud-ouest à une distance de cent soixante-six pieds et un pouce (166' 1") dudit Chemin de la Côte Ste-Catherine, formant une superficie totale de 11,486 pieds carrés, bornée en front par le Chemin de la Côte Ste-Catherine, en arrière au sud-ouest par les lots numéros 28-15 et 28-16, d'un côté au nord-ouest par les lots numéros 27-17-1 et 27-16-1 et de l'autre côté au sud-est par les lots numéros 28-5, 28-3 et 28-2.		LAMARCHE, Reverend J. A. and HURTEAU, Reverend Z. N.—A piece of land fronting on Cote St. Catherine Road being an unsubdivided part of cadastral lot number twenty-eight (28pt.) of irregular shape, measuring forty feet (40') in width in front on Cote St. Catherine Road and one hundred feet and six inches (100' 6") in width in rear, by a depth in the north west line of one hundred and sixty-six feet and one inch (166' 1") and in its north-east lateral limit eighty-seven feet and eight tenths of a foot (87.8') in a southerly direction, thence in a south-easterly direction a distance of thirty-four feet (34') continuing in a south-easterly direction on a distance of twelve feet and five tenths of a foot (12.5') to a point marked in the south-east lateral limit, having the width of said lot as dimension, that is to say, one hundred feet and six inches (100' 6"), and from that point, in a direction parallel to the said north-west lateral limit to the other limit of said lot forming a right angle with its said south-west limit at a distance of one hundred and sixty-six feet and one inch (166' 1") of said Cote St. Catherine Road, forming a total area of 11,486 square feet, bounded in front by Cote St. Catherine Road, in rear to the south-west by lots numbers 28-15 and 28-16, on one side to the north-west by lots numbers 27-17-1 and 27-16-1 and on the other side to the south-east by lots numbers 28-5, 28-3 and 28-2.	
WAKEFIELD, MARTHA JANE, veuve de LAMB, McDUFF.—Lot numéro 39-142 de la Paroisse de Montréal.		WAKEFIELD, MARTHA JANE, widow of LAMB, McDUFF.—Lot number 39-142 of the Parish of Montreal.	
MAURICE, AURÈLE.—Lot numéro 39-130 de la Paroisse de Montréal.		MAURICE, AURÈLE.—Lot number 39-130 of the Parish of Montreal.	
MAURICE, AURÈLE.—Lot numéro 39-131 de la Paroisse de Montréal.		MAURICE, AURÈLE.—Lot number 39-131 of the Parish of Montreal.	
DESFORGES, JULIA, épouse de MICHAUD, J.-ARTHUR.—Lot numéro 36-189 de la Paroisse de Montréal.		DESFORGES, JULIA, wife of MICHAUD, J. ARTHUR.—Lot number 36-189 of the Parish of Montreal.	

Propriétaires de bien-fonds	N° du cadastre et subdivision	Names of Owners of Immovables	Cadastre and Subdivision
DESFORGES, JULIA, épouse de MICHAUD, J.-ARTHUR.—Lot numéro 38-143 de la Paroisse de Montréal.		DESFORGES, JULIA, wife of MICHAUD, J. ARTHUR.—Lot number 38-143 of the Parish of Montreal.	
MORGAN, GORDON P.—Un emplacement ayant front sur l'Avenue Laurier étant la partie sud-est de la résubdivision numéro quatre-vingt-trois de la subdivision numéro un du lot originaire numéro trente-deux (32-1-83 pt. s.e.) de la Paroisse de Montréal mesurant vingt-cinq pieds (25') de largeur par quatre-vingt-six pieds (86') de profondeur, borné en front au sud-est par l'Avenue Laurier, en arrière au nord-ouest par le résidu dudit lot N° 32-1-83 étant une ruelle publique; d'un côté au nord-est par une ruelle publique étant le lot numéro 32-1-98 et de l'autre côté au sud-ouest par la partie sud-est du lot numéro 32-1-82, avec bâtisse et dépendance dessus érigées portant les numéros civiques 1025 et 1027 Avenue Laurier.		MORGAN, GORDON P.—An emplacement fronting on Laurier Avenue being the south-east part of resubdivision eighty-three of subdivision one of cadastral lot thirty-two (32-1-83 s.e.Pt.) of the Parish of Montreal measuring twenty-five feet (25') in width by eighty-six feet (86') in depth bounded in front to the south-east by Laurier Avenue, in rear to the north-west by the residue of said lot 32-1-83 being a public lane; on one side to the north-east by a public lane being lot 32-1-98 and on the other side to the south-west by the south-east part of lot 32-1-82, with buildings and dependencies thereon erected bearing civic Numbers 1025-1027 Laurier Avenue.	
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes pour les années 1935, 1936 et 1937 instituée le 1er septembre 1938 en vertu des Statuts 1 Geo. VI, chapitre 57 tel qu'amendé par 2 Geo. VI, chapitre 91.		Subject to the privileged claim of the Consolidation of Arrears of Taxes for the years 1935, 1936 and 1937 established on the 1st September 1938 in virtue of the Statute 1 Geo. VI, Chapter 57 as amended by 2 Geo. VI, Chapter 91.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Outremont étant la partie nord-ouest du lot numéro cinq-cent-trente de la subdivision du lot originaire numéro trente-cinq (35-530pt.n.o.) de la Paroisse de Montréal, mesurant vingt pieds (20') de largeur par cent pieds (100') de profondeur, borné en front au nord-est par l'avenue Outremont, en arrière au sud-ouest par le lot numéro 36-51-19, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro 35-531 et de l'autre côté au sud-est par le résidu dudit lot numéro 35-530 formant maintenant partie d'une ruelle publique.		NATIONAL TRUST COMPANY.—An emplacement fronting on Outremont Avenue being the north-west part of lot number five hundred and thirty of subdivision of cadastral lot number thirty-five (35-530n.w.pt.) of the Parish of Montreal, measuring twenty feet (20') in width by one hundred feet (100') in depth, bounded in front to the north-east by Outremont Avenue, in rear to the south-west by lot number 36-51-19, on one side to the north-west by lot number 35-531 and on the other side to the south-east by the residue of said lot number 35-530 being part of a public lane.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 35-531 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 35-531 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 35-532 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 35-532 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 35-533 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 35-533 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-11 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-11 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-12 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-12 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-13 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-13 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-14 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-14 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-15 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-15 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-16 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-16 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-17 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-17 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-18 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-18 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 51-19 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 36-51-19 of the Parish of Montreal.	
PHILLIPS, W. M.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Champagneur, mesurant trente et un pieds (31') de largeur par cent cinq pieds (105') de profondeur et composé:—		PHILLIPS, W. M.—An emplacement fronting on Champagneur Avenue, measuring thirty-one feet (31') in width by one hundred and five feet (105') in depth and composed as follows:—	
1° Du lot numéro 35-650-1 de la Paroisse de Montréal.		1. Lot number 35-650-1 of the Parish of Montreal.	
2° De la partie nord-ouest de la résubdivision deux de la subdivision six-cent-quarante-neuf		2. The north-west part of resubdivision two of subdivision six hundred and forty-nine of	

Propriétaires de bien-fonds	N° du cadastre et subdivision	Names of Owners of Immovables	Cadastre and Subdivision
du lot originaire numéro trente-cinq (35-649-2pt. n.o.) de la Paroisse de Montréal, mesurant huit pieds (8') de largeur par cent cinq pieds (105') de profondeur, bornée en front au sud-ouest par l'avenue Champagneur, à l'arrière au nord-est par le lot numéro 35-346, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro 35-650-1 ci-dessus mentionné et de l'autre côté au sud-est par le résidu dudit lot numéro 35-649-2.		cadastral lot number thirty-five (35-649-2n.w. pt.) of the Parish of Montreal, measuring eight feet (8') in width by one hundred and five feet (105') in depth, bounded in front to the southwest by Champagneur Avenue, in rear to the north-east by lot number 34A-346, on one side to the north-west by lot number 35-650-1 above mentioned and on the other side to the south-east by the residue of said lot number 35-649-2.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot numéro 38-299 de la Paroisse de Montréal.		RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot number 38-299 of the Parish of Montreal.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot numéro 38-300 de la Paroisse de Montréal.		RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot number 38-300 of the Parish of Montreal.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot numéro 27-20 de la Paroisse de Montréal.		RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot number 27-20 of the Parish of Montreal.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot numéro 27-21 de la Paroisse de Montréal.		RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot number 27-21 of the Parish of Montreal.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot numéro 27-22 de la Paroisse de Montréal.		RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot number 27-22 of the Parish of Montreal.	
Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et situés dans la Cité d'Outremont, ils seront vendus sujets à toutes servitudes actives et passives, apparentes ou non-apparentes qui peuvent les affecter.		The above immovables are all described on the official plan and in the book of reference of the Parish of Montreal and situated in the City of Outremont, and are sold subject to all active and passive servitudes apparent or non-apparent affecting the said properties.	
Donné en la Cité d'Outremont, ce seizième (16ième) jour de septembre, mil neuf cent quarante-deux (1942).		Given at the City of Outremont, this sixteenth (16th) day of September, nineteen hundred and forty-two (1942).	
Le greffier et trésorier, 2038-38-2-o.	E. T. SAMPSON.	E. T. SAMPSON, City Clerk and Treasurer.	2038-38-2-o

## Ministère du Travail

## Department of Labour

## AVIS DE MODIFICATION

## NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Ministre du Travail que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail de la cité de Québec, ratifiée par l'arrêté ministériel numéro 3265, du 6 septembre 1940, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes à ladite convention:

1.—Que les mots "juridiction commerciale" apparaissant au paragraphe "a" de l'article I soient remplacés par les mots "juridiction professionnelle".

2.—Que les mots "où l'on fait comme commerce principal" mentionnés au paragraphe "a" de l'article I soient remplacés par les mots "où l'on fait exclusivement".

3.—Que le paragraphe "gg" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"gg.—Personnel d'étalage:—1.—*Chef étalagiste*:—Le terme "chef étalagiste" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") en charge du personnel d'étalage et travaillant exclusivement à l'installation des montres (vitrines) et à la décoration commerciale dans un ou pour un établissement commercial ou entreprise privée, régi par le présent décret.

2.—*Étalagiste*:—Le terme "étalagiste" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") travaillant exclusivement à l'installation des montres (vitrines) à la décoration commerciale ou

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Minister of Labour that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in the City of Quebec, ratified by Order in Council number 3265, of September 6, 1940, and amendments, have presented to him a request to modify the said agreement in the following manner:

1.—That the words "Commercial jurisdiction" mentioned in subsection "a" of section I be replaced by the words "professional jurisdiction".

2.—That the words "où l'on fait comme commerce principal" mentioned in the French version, subsection "a" of section I, be replaced by the words "où l'on fait exclusivement".

3.—That subsection "gg" of section II be replaced by the following:

"gg.—*Display staff*:—1.—*Chief displayer*:—The term "chief displayer" means and includes any employee (cf. par. "b") in charge of the display staff and engaged exclusively in the installation of windows and the commercial decoration in or for a commercial establishment or private concern governed by the present decree.

2.—*Displayer*:—The term "displayer" means and includes any employee (cf. par. "b") engaged exclusively in the installation of windows, the commercial decoration or design, the lettering of

dessin, au lettrage de panneaux-réclame ou exécutant tout autre ouvrage servant à la réclame dans un ou pour un établissement commercial ou entreprise privée régi par le présent décret.

3.—*Aide-étalagiste*.—Le terme "aide-étalagiste" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") dont la fonction principale est de seconder l'étalagiste dans son travail."

4.—Que le paragraphe "h" soit remplacé par le suivant:

"h.—*Commis*.—Le terme "commis" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") préposé à la vente, à la caisse, à la livraison, à la réception des marchandises, au service d'ascenseur, de téléphone, d'étalage et de surveillance."

5.—Que le sous-paragraphe "1" du paragraphe "hh" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"1.—*Comptable*.—Le terme "comptable" (avec ou sans diplôme) signifie et comprend l'employé (cf. par. "b") qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité d'un établissement commercial ou entreprise privée, régi par le présent décret."

6.—Que les mots "dont la fonction exclusive" mentionnés au sous-paragraphe "3" du paragraphe "hh" de l'article II soient remplacés par les mots "dont la fonction principale".

7.—Que le mot "clerc" mentionné au sous-paragraphe "4" du paragraphe "hh" de l'article II soit remplacé par les mots "employé de bureau".

8.—Que le paragraphe "hhh" suivant soit ajouté à l'article II:

"hhh.—*Personnel d'atelier*.—Le terme "personnel d'atelier" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") travaillant dans un ou des ateliers ou établissement de commerce, régis par le présent décret et qui fait l'un ou l'autre des ouvrages suivants: confection et réparations de vêtements pour hommes, de robes, de manteaux, lingerie et chapeaux pour dames, de garnitures pour l'intérieur ou l'extérieur de maison et d'ornements d'église, à l'exception des employés assujettis à la convention de l'industrie de la fourrure, district de Québec."

9.—Que les mots "à la vente" soient ajoutés à la suite des mots "ne pourra non plus travailler" mentionnés au paragraphe "d" de l'article III.

10.—Que les mots "pour travail additionnel supplémentaire" mentionnés au paragraphe "dd" de l'article III soient remplacés par les mots "pour travail additionnel accompli durant les heures mentionnées au paragraphe "d" du présent article".

11.—Que les mots "et les fêtes hébraïques pour les établissements qui ferment à cette occasion" soient ajoutés à la suite du paragraphe "e" de l'article III.

12.—Que le paragraphe "i" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"i.—Tout employé régulier, à l'exception de l'employé d'atelier chez le marchand-tailleur, qui aura complété une année de travail dans le même établissement ou pour le même employeur, au 30 juin de chaque année, devra recevoir une semaine de vacance payée, soit sept (7) jours consécutifs.

Tout employé régulier, à l'exception de l'employé d'atelier chez le marchand-tailleur, qui aura complété cinq (5) années de travail dans le même établissement ou pour le même employeur, au 30 juin, aura droit à une semaine additionnelle de vacance payée, soit 7 jours consécutifs.

sign-boards or performing any other work for publicity purposes in or for a commercial establishment or private concern governed by the present decree.

3.—*Displayer's helper*.—The term "displayer's helper" means and includes any employee (cf. par. "b") whose main occupation is to assist the displayer in his work."

4.—That subsection "h" be replaced by the following:

"h.—*Clerk*.—The term "clerk" means and includes any employee (cf. par. "b") committed to the sale, cash-box, delivery and reception of goods, elevator, telephone, displaying and supervision.

5.—That paragraph "1" of subsection "hh" of section II be replaced by the following:

"1.—*Accountant*.—The term "accountant" (with or without diploma) means and includes the employee (cf. par. "b") who verifies and supervises the book-keeping of a commercial establishment or private concern governed by the present decree."

6.—That the words "whose exclusive function" mentioned in paragraph "3" of subsection "hh" of section II be replaced by the words "whose main function".

7.—That the words "office clerk" mentioned in paragraph "4" of subsection "hh" of section II be replaced by the words "office employee".

8.—That the following subsection "hhh" be added to section II:

"hhh.—*Shop staff*.—The term "shop staff" means and includes any employee (cf. par. "b") working in one or more shops or commercial establishment, governed by the present decree, and who performs one of the following operations: the making and repair of men's clothing, ladies' gowns, cloaks, underwears and hats, of furnishings for the inside or outside of houses, of church ornaments, with the exception of the employees governed by the agreement relating to the fur industry, Quebec district."

9.—That the words "in the sales" be added after the words "shall not work" mentioned in subsection "d" of section III.

10.—That the words "for additional overtime work" mentioned in subsection "dd" of section III be replaced by the words "for additional work performed during the hours mentioned in subsection "d" of the present section."

11.—That the words "and hebraic holidays for the establishments closed on that occasion" be added to subsection "e" of section III.

12.—That subsection "i" of section III be replaced by the following:

"i.—Every regular employee, with the exception of the shop employee employed by a merchant-tailor, who has completed one year of work in the same establishment or for the same employer, on June 30, of each year, shall have one week's holiday, with pay, i.e. seven (7) consecutive days.

Every regular employee, with the exception of the shop employee employed by a merchant-tailor, who has completed five (5) years of work in the same establishment or for the same employer, on June 30, shall be entitled to one more week's holiday, with pay, i.e. seven (7) consecutive days.

Tout employé régulier, travaillant à l'atelier chez un marchand tailleur, qui aura complété deux (2) années de travail dans le même établissement ou pour le même employeur, au 30 juin, aura droit à une semaine de vacance payée, soit sept (7) jours consécutifs.

Toutes les vacances, auxquelles les employés auront droit, d'après le présent paragraphe, devront être données du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante."

13.—Que les mots "les dimanches, les fêtes religieuses et" soient ajoutés à la suite des mots "ne pourra obliger ses employés à travailler" mentionnés au paragraphe "m" de l'article III.

14.—Que les mots suivants soient ajoutés à la suite du paragraphe "m" de l'article III: "comme si le travail ainsi fait le dimanche, les jours de fêtes religieuses et les jours énumérés au paragraphe "e" du présent article eut été fait durant la semaine régulière de travail."

15.—Que le sous-paragraphe "4" du paragraphe "gg" de l'article IV soit modifié en remplaçant le mot "clerc" par les mots "employé de bureau".

16.—Que le paragraphe "ggg" suivant soit ajouté à l'article IV:

"ggg. Personnel d'atelier:

- |              |   |                    |
|--------------|---|--------------------|
| 1. homme.—a) | apprenti-tailleur, couturier                                    |                    |
|              |   | 1ère année \$ 5.00 |
| b)           | " "   | 2ème année 7.50    |
| c)           | " "   | 3ème année 10.00   |
| d)           | " "   | 4ème année 15.00   |
| e)           | tailleur ou couturier (homme de métier 5 ans d'expérience)..... | 21.00              |
| 2. femme.—a) | apprentie-modiste, couturière—1ère année                        | \$ 5.00            |
| b)           | " "   | 2ème année 6.50    |
| c)           | " "   | 3ème année 8.00    |
| d)           | " "   | 4ème année 10.00   |
| e)           | modiste couturière (femme de métier, 5 ans d'expérience).....   | 11.50"             |

17.—Que le paragraphe "p" de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"p. Aux fins du présent décret, ne doivent être inclus dans le calcul des pourcentages que les employés mentionnés aux paragraphes "a", "aa", "b", "e", "gg", l'étalagiste, l'aide-étalagiste et parmi le personnel d'atelier, le tailleur ou couturier et la modiste-couturière de métier, ayant cinq (5) années d'expérience ou plus."

18.—Que le paragraphe "q" de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"q. Ces dits pourcentages devront être calculés distinctement et séparément pour les employés du sexe masculin et ceux du sexe féminin; la proportion à observer, pour chacune des deux catégories demeure la même pour les employés inclus dans le pourcentage et mentionnés au paragraphe "p" du présent article."

19.—Que le paragraphe "y" de l'article IV soit abrogé.

20.—Que les mots "de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941" mentionnés au paragraphe "1" de l'article IV-A soient remplacés par les mots "du 1er juillet 1942 (117.0) au-dessus du chiffre indice de août 1939 (100.)".

21.—Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article VI:

"Si l'une des stipulations du présent décret était contraire à une décision ou ordonnance du Gouvernement fédéral édictée ou rendue obligatoire, en vertu de la Loi des mesures de guerre, telle décision ou ordonnance, ainsi édictée ou

Every regular employee, working in a merchant-tailor's shop, who has completed two (2) years of work in the same establishment or for the same employer, on June 30, shall be entitled to one week's pay, i.e. seven (7) consecutive days.

All holidays hereinabove referred to shall be given from July 1st to June 30, of the following year."

13.—That the words "on Sundays, religious holidays and" be added after the words "shall compel his employees to work" mentioned in subsection "m" of section III.

14.—That the following words be added to subsection "m" of section III: "as if the work so performed on Sunday, religious holidays and on the days mentioned in subsection "e" of the present section had been performed during the regular working week."

15.—That paragraph "4" of subsection "gg" of section IV be modified by replacing the words "office clerk" by the words "office employee".

16.—That the following subsection "ggg" be added to section IV:

"ggg. Shop staff:

- |              |   |                |
|--------------|---|----------------|
| 1. man —a)   | apprentice tailor, dress-maker—1st year.                          | \$ 5.00        |
| b)           | " "   | 2nd year 7.50  |
| c)           | " "   | 3rd year 10.00 |
| d)           | " "   | 4th year 15.00 |
| e)           | tailor or dressmaker (skilled man, 5 years of experience)         | 21.00          |
| 2. woman.—a) | apprentice milliner, seamstress—1st year.                         | \$ 5.00        |
| b)           | " "   | 2nd year 6.50  |
| c)           | " "   | 3rd year 8.00  |
| d)           | " "   | 4th year 10.00 |
| e)           | milliner, seamstress, (skilled woman, 5 years of experience)..... | 11.50"         |

17.—That subsection "p" of section IV be replaced by the following:

"p. For the purposes of the present decree, only the employees mentioned in subsections "a", "aa", "b", "e", "gg", the displayer, the displayer's helper and among the shop staff, the tailor or dressmaker and the milliner or seamstress, skilled with five (5) years of experience or more."

18.—That subsection "q" of section IV be replaced by the following:

"q. Such percentages shall be computed distinctly and separately for the male and female employees; the proportion to be observed, in each one of the two categories, shall remain the same for the employees included in the percentage and mentioned in subsection "p" of the present section."

19.—That subsection "y" of section IV be repealed.

20.—That the words "of January 1942, over that of October 1st, 1941," mentioned in subsection "1" of section IV-A be replaced by the words "of July 1st 1942 (117.0) over that of August 1939 (100.)".

21.—That the following subsection be added to section VI:

"If one of the provisions of the present decree were opposed to a decision or ordinance of the Federal Government edicted or rendered obligatory under the War Measures Act, such decision or ordinance, so edicted or rendered obligatory,

rendue obligatoire, aura préséance sur le présent décret pour le temps qu'elle sera en vigueur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 12 septembre, 1942. 2019-0

AVIS DE MODIFICATION DE RÈGLEMENTS.

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du comité conjoint des maîtres et employés barbiers de la cité et du district de Hull, dont le siège social est situé dans la cité de Hull, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2625, du 2 octobre 1941, modifiés par l'arrêté numéro 368 du 26 février 1942, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté en conseil numéro 2400, du 16 septembre 1942.

En vertu dudit arrêté numéro 368, le nom officiel du comité a été changé en celui de: "Le comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull."

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 19 septembre 1942. 2043-0

AVIS DE MODIFICATION DE RÈGLEMENTS.

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (chapitre 163, S.R.Q., 1941), que les règlements du Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, dont le siège social est situé à Joliette, approuvés par l'arrêté-en-council n° 1328 du 29 mai 1941, modifiés par les arrêtés nos 1735 et 1247, des 11 juillet 1941 et 27 mai 1942, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté-en-council N° 2401 du 16 septembre 1942.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements ont été déclarées obligatoires:

"Art. 20.—*Certificat de qualification*.—Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire décide que le certificat de qualification est obligatoire dans toute la juridiction territoriale couverte par le décret, pour tous les salariés des métiers ou professions régis par ledit décret.

Aucun employeur ne peut, après l'entrée en vigueur du présent règlement, utiliser les services d'un salarié assujéti au décret, si celui-ci n'a pas obtenu son certificat de qualification, et tel ouvrier ne peut, sans ce certificat de qualification, exercer son métier ou sa profession dans les limites de ladite juridiction territoriale.

Ledit certificat de qualification est émis par le bureau des examinateurs formé par le comité paritaire à cette fin".

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 19 septembre 1942. 2044-0

shall take precedence of the present decree for the time it shall be in force."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 12, 1942. 2019-0

NOTICE OF MODIFICATION OF BY-LAWS.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, and this, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Joint Committee of Master and Employee Barbers of the City and district of Hull, whose corporate seat is located in the City of Hull, approved by Order in Council No. 2625 of October 2nd, 1941, modified by Order No. 368 of February 26th, 1942 have been again modified by Order in Council No. 2400 of September 16th, 1942.

Under the provisions of the said Order in Council No. 368, the official name of the committee is the following: "The Joint Committee of Barbers, male and female Hairdressers of the City and district of Hull".

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 19th, 1942. 2043-0

NOTICE OF MODIFICATION OF BY-LAWS.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, and this pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), that the by-laws of the Building Trade Joint Committee of Joliette, whose corporate seat is located in Joliette, approved by Order-in-Council No. 1328, of May 29th, 1941, modified by Orders Nos. 1735 and 1247, of July 11th, 1941 and May 27th, 1942, have been again modified by Order-in-Council No. 2401, of September 16th, 1942.

Under the provisions of the Act, the following clauses of the said by-laws have been declared obligatory:

"Article 20.—*Certificate of competency*.—Pursuant to the provisions of section 25 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), the Parity Committee decides that the certificate of competency is obligatory for all employees of the trades or crafts governed by the said decree, in the whole territorial jurisdiction covered by the decree.

No employer shall have the right, after the coming into force of the present by-law, to employ or keep in his employ an employee governed by the decree, if the latter has not obtained a certificate of competency and such worker shall not have the right, if not holding such certificate, to perform his trade or craft in the said territorial jurisdiction.

The said certificate of qualification is issued by the Board of Examiners formed by the Parity Committee for that purpose."

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 19, 1942. 2044-0

## Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2396

Québec, le 16 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un nouvel amendement aux règlements pris en exécution de la Loi des édifices publics.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que les règlements pris en exécution de la Loi des édifices publics (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 170), et sanctionnés par l'arrêté en conseil numéro 535, du 5 mai 1914, et amendés subséquemment par les arrêtés numéros 1896, du 16 septembre 1938, 2760, du 23 décembre 1938, 356, du 25 février 1939 et 984, du 24 avril 1942, soient de nouveau amendés de la façon suivante:

L'article 68 desdits règlements est radié et remplacé par le suivant:

"68. Lorsque le nettoyage des fenêtres se fait de l'extérieur, les propriétaires d'édifices publics doivent fournir aux personnes préposées à ce travail, soit un échafaudage mobile solidement construit, propre à empêcher la chute des personnes ou des objets, soit des ceintures de sûreté. Dans ce dernier cas, il doit y avoir près des fenêtres des ancrés ou crochets pour y fixer ces ceintures de sûreté. Lorsque les fenêtres sont trop larges ou ont un appui trop étroit, des précautions supplémentaires doivent être prises.

Le présent article ne s'applique pas aux fenêtres s'ouvrant vers l'intérieur, lorsque leur nettoyage n'est pas fait de l'extérieur."

A. MORISSET,

2045-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2397

Québec, le 16 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un nouvel amendement aux règlements pris en exécution de la Loi des établissements industriels et commerciaux.

Il est ordonné, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail, que les règlements pris en exécution de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), sanctionnés par l'arrêté ministériel numéro 1492, du 13 juin 1934 et subséquemment amendés à diverses reprises, soient de nouveau amendés de la façon suivante:

L'article 68b desdits règlements est radié et remplacé par le suivant:

"68b. Lorsque le nettoyage des fenêtres se fait de l'extérieur, les patrons de tout établissement industriel ou commercial, doivent fournir aux personnes préposées à ce travail, soit un échafaudage mobile solidement construit, propre à empêcher la chute des personnes ou des objets, soit des ceintures de sûreté. Dans ce dernier cas, il doit y avoir près des fenêtres des ancrés ou

## Orders in Council

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2396

Quebec, September 16th, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a new amendment to the regulations under the Public Building Safety Act.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the regulations under the Public Building Safety Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 170), sanctioned by Order in Council No. 535 of May 5th, 1914, and subsequently amended by Orders Nos. 1896 of September 16th, 1938, 2760 of December 23rd, 1938, 356 of February 25th, 1939 and 984 of April 24th, 1942, be again amended in the following manner:

Section 68 of the said regulations is deleted and replaced by the following.

"68. If the cleaning of windows is made from the outside the owners of public buildings, must furnish the window washers, either with a movable platform solidly built and fit to prevent the fall of persons or objects, or safety-belts. In the latter case, the windows must be equipped with anchors or hooks in order to hold those belts. Should windows be too large or too narrow-brimmed, supplementary precautions must be taken

The present section does not apply to inside-opening windows, when their cleaning is not made from the outside."

A. MORISSET,

2045-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2397

Quebec, September 16th, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a new amendment to the regulations under the Industrial and Commercial Establishments Act.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the regulations under the Industrial and Commercial Establishments Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 175), sanctioned by Order in Council No. 1492 of June 13th, 1934 and subsequently amended several times, be again amended in the following manner:

Section 68b of the said regulations is deleted and replaced by the following:

"68b. If the cleaning of windows is made from the outside, the owners of any industrial or commercial establishment, must furnish the window washers, either with a movable platform solidly built and fit to prevent the fall of persons or objects, or safety-belts. In the latter case, the windows must be equipped with anchors or hooks in order to hold those belts. Should

crochets pour y fixer ces ceintures de sûreté. Lorsque les fenêtres sont trop larges ou ont un appui trop étroit, des précautions supplémentaires doivent être prises.

Le présent article ne s'applique pas aux fenêtres s'ouvrant vers l'intérieur, lorsque leur nettoyage n'est pas fait de l'extérieur."

A. MORISSET,  
2046-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 2402

Québec, le 16 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le District des Cantons de l'Est.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes ci-après mentionnées ont conjointement présenté au ministre du Travail, une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des constructeurs des Cantons de l'Est, et,

D'AUTRE PART:

Le Conseil national catholique des métiers de la construction des Cantons de l'Est, Inc., pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 27 juin, 1942;

Attendu que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et l'industrie visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été formulées et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que les dispositions de ladite requête relatives aux conditions de salaires ne constituent, suivant les déclarations du comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, aucune violation des dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 5963;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 27 juin 1942.

I. *Définitions: a.* Le mot "entrepreneur" a le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172). Il a aussi le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173).

windows be too large or too narrow-brimmed, supplementary precautions must be taken.

The present section does not apply to inside-opening windows, when their cleaning is not made from the outside."

A. MORISSET,  
2046-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 2402

Quebec, September 16, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the building trades in the Eastern Townships District.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) the contracting parties hereinafter mentioned have jointly presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des constructeurs des Cantons de l'Est", and

ON THE OTHER PART:

"Le Conseil national catholique des métiers de la construction des Cantons de l'Est, inc.", for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of June 27, 1942;

Whereas the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of labour conditions in the trades and the industry concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas objections have been set forth and were submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the provisions of the said request respecting wages conditions do not constitute, according to the statement of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, any violation of the provisions of the Federal Order in Council P.C. 5963;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of June 27, 1942.

I. *Définitions: a.* The word "contractor" has the meaning given to it in the Act respecting Electricians and Electrical Installations (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 172). It also has the meaning given in the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173).

b. Le mot "compagnon" désigne, dans chacun des métiers décrits, tout ouvrier qui a terminé son apprentissage.

c. Le terme "compagnon-briqueteur" désigne tout salarié qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, le bloc de gypse et qui tire les joints.

d. Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose toute pierre naturelle et artificielle, le granit et qui tire les joints.

e. Le terme "compagnon-plâtrier" désigne tout salarié qui exécute les travaux d'enduit de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment, de stuc, de moulure pour le coulage d'ornements et qui polit le ciment.

f. Le terme "finisseur de ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe. Le travail sur murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

g. Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, planche murale en composition et toute latte et composition, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amianté, le papier goudronné et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction.

Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des soliveaux d'acier "truscon" avec ou sans lattes métalliques, ces derniers peuvent être posés indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les manœuvres.

h. Le terme "ferblantier-couvreur" désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné ou qui fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc.

i. Les couvertures en papier-bardeau ou en papier d'amianté et la tôle non-soudée ou non agrafée qui s'y rapporte sont posées indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les couvreurs.

j. Les mots "mécanicien en tuyauterie" ont le même sens qui leur est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173).

k. Les mots "peintre" et "tapissier" désignent tout salarié qui peinture les surfaces intérieures ou extérieures, sable lesdites surfaces, pose les vitres, applique le mastic, travaille à la torche, pose le papier tenture, enlève le vieux papier tenture et exécute tout autre travail connexe requis.

l. Les mots "mécanicien de machine fixe ou portative" ont le même sens qui leur est donné dans la Loi concernant les mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 178).

m. Les mots "chauffeur de bouilloire" désignent toute personne qui possède un certificat classe A, émis en vertu des règlements de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 178).

n. Le terme "compagnon-électricien" désigne tout salarié qui détient la licence "c" en exécution de la Loi des électriciens et des installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172).

o. Les mots "installations électriques" ont le sens qui leur est donné dans la Loi concernant les

b. The word "journeyman" means, in each one of the trades described, any worker having terminated the period of apprenticeship.

c. The term "journeyman-bricklayer" designates any employee who lays bricks, terracotta, artificial stone, block gypsum and points the joints.

d. The word "mason" designates any employee who lays natural or artificial stone or granite and points de joints.

e. The term "journeyman plasterer" designates any employee who does the plastering of celanite, mortar, cement, stucco, mouldings for the pouring of plaster ornaments and the polishing of cement.

f. The term "cement finisher" designates any employee who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings, places and again the sides and coverings in cement, makes sidewalks and paving works, repairs foundations and performs any other related work. Work on walls to be done after floor work is limited, inasmuch as the cement finisher is concerned, to the height of the plinth.

g. The term "carpenter-joiner" designates any employee who assembles pieces of wood or composition-board or composition laths, who does carpentry work, repairs wooden objects, lays roofing paper, asbestos-board, tar-paper, and executes any wood work on construction.

When wood in small joists are replaced by steel ones "truscon" with or without metal laths, those of steel may be set indifferently by carpenters-joiners or labourers.

h. The words "tinsmith-roofer" designates employee who does roofing work in tile, slate, tin, copper, gravel, asphalt or tarred paper, manufactures any kind of objects in tin, sheet iron or copper, viz: cornices, ornamental work, ventilators, gutters, etc.

i. Roofings of paper or asbestos shingle as well as non-welded or non-hooked sheet iron attached therewith shall be either laid by carpenters-joiners or by roofers.

j. The words "pipe mechanic" have the meaning given to them in the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173).

k. The words "painter" and "paper hanger" designate any employee who paints interior or exterior surfaces, sands the said surfaces, does glazing, lays mastic, works with torch, hangs wall-paper, takes off the old wall-paper, and performs any other related work as required.

l. The words "stationary enginemen" have the meaning given to them in the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 178).

m. The words "boiler fireman" designate any person holding a certificate, class "A", issued under the regulations of the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 178).

n. The term "journeyman electrician" designates any employee holding the licence "c" under the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 172).

o. The words "electrical installations" have the meaning given to them in the Electricians and

électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172).

p. Les mots "ouvriers en fer structural" désignent tout salarié qui pose les structures métalliques dans les travaux de construction d'édifices, ponts, viaducs, tunnels et qui fait au besoin tout autre travail connexe.

q. Les mots "construction" et "bâtiment" désignent tous les travaux mentionnés dans la description de la juridiction industrielle, article II (a). Tout posage d'ornementation ou de structure en verre ou en métal ou planche murale en composition appelée "vitrolite" ou autrement est également considéré comme ouvrage de construction.

r. Le mot "foreur" désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer, dans le roc, des trous de tirage à la poudre ou pour faire des travaux de démolition, qui remplit les trous d'explosifs et les fait sauter et qui exécute au besoin tout autre travail connexe.

s. Le mot "manœuvre" désigne tout salarié qui fait le creusage, le remplissage, le nivellement, sert les briqueteurs, maçons, plâtriers, menuisiers, travaille à la démolition, fait et défait des échafauds et tout autre travail qui n'entre pas dans les métiers décrits plus haut.

NOTE:—Toute personne qui a la surveillance d'un ouvrage et qui exécute du travail de métier est considérée comme un salarié de ce métier. Son salaire est fixé conformément aux taux de salaires ci-après stipulés.

II. a. *Juridiction industrielle*: Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, installation, réfection, réparation, entretien, démolition, additions permanentes et déplacements de bâtisses, d'immeubles, de chemins, de routes, d'aqueducs, d'égouts, de canaux, de tunnels, de ponts, de murs de soutènement, nivellement et terrassement, d'installation électrique, de lignes de transmission électrique (préparation des formes et bétonnage des piliers seulement) de systèmes de plomberie, de système de chauffage, aux travaux de creusage des fondations et à tout autre travail de semblable nature.

Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

*Dispositions spéciales*: 1. Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égout, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs et aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

2. Les chauffeurs de bouilloires sont assujettis au présent décret pour ce qui est des travaux de construction ou de réparation d'un immeuble.

b. *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond, Wolfe et Drummond ainsi que les villes et municipalités suivantes du comté d'Arthabaska: Victoriaville

Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 172).

p. The words "structural iron worker" designate any employee who erects structural steel in the construction of buildings, bridges, viaducts, tunnels, and performs any other related work as required.

q. The words "construction" and "building" comprise all the works mentioned in the description of the industrial jurisdiction, section II (a). Any ornamental or structural erection performed with glass or metal or composition-board known as "vitrolite" or otherwise is also considered as construction work.

r. The term "driller" means any employee who operates a pneumatic or steam drill used to make holes in rock, for powder blasting or for demolishing works, who fills such holes with explosives and fires them up and who performs any related work if required.

s. The word "labourer" means any person engaged in digging, filling, levelling operations, and any one serving bricklayers, masons, plasterers, joiners, doing demolition-work, erecting and dismantling scaffolds and performing any other works not comprised in the trades hereinabove described.

NOTE:—Any person having the supervision of the works and performing tradesman's work is considered as an employee of this trade; his wages is determined according to the rates of wages hereinafter mentioned.

II. a. *Industrial jurisdiction*: The present decree governs all works of construction, installation, refection, repairing, maintenance, demolishing, permanent additions and moving of buildings, roads, water works, sewers, channels, tunnels, bridges, sustaining walls, levelling, earth-works (form preparation and laying of concrete for pillars only), electrical installations, electrical transmission lines, plumbing and heating systems, digging work—foundations, and any other work of this nature.

Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

*Special provisions*: 1. Notwithstanding any other provision, the cities and towns and municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree for repair and maintenance works on buildings which they own; this also applies to building, rebuilding or maintenance works on aqueduct, sewer, pavings, side-walks and other similar operations performed under their immediate direction. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors performing such works by the job or under the supervision of the said cities, towns or municipal corporations.

2. Boiler firemen are governed by the present decree insofar as construction or repair works on a building are concerned.

b. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond, Wolfe and Drummond as well as the following towns and municipalities of Arthabaska

et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, Princeville, Warwick et Tingwick et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites et Arthabaska.

Pour les fins d'application du présent décret, ladite juridiction territoriale est désignée sous le nom de "District des Cantons de l'Est" et est divisée en cinq (5) zones, comme suit:

*Zone I:* La cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

*Zone II:* La cité de Granby, les villes de Farnham et de Cowansville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

*Zone III:* La cité de Drummondville, les villes d'Asbestos, de Magog, de Victoriaville, de Mégantic et de Windsor et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, excepté Arthabaska.

*Zone IV:* La ville de Coaticook et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

*Zone V:* Le reste de la juridiction territoriale.

III. *Taux minima de salaires:* a. Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

county: Victoriaville and that territory comprised within a radius of five (5) miles from its limits, Princeville, Warwick and Tingwick and that territory comprised within a radius of two (2) miles from their limits and Arthabaska.

For the purposes of enforcement of the present decree, the said territorial jurisdiction is designated as the "Eastern Townships District" and is divided into five (5) zones, as follows:

*Zone I:* The city of Sherbrooke and that territory comprised within a radius of five (5) miles from its limits.

*Zone II:* The city of Granby, the towns of Farnham and Cowansville and that territory comprised within a radius of five (5) miles from their limits.

*Zone III:* The city of Drummondville, the towns of Asbestos, Magog, Victoriaville, Mégantic and Windsor and that territory comprised within a radius of five (5) miles from their limits, Arthabaska excepted.

*Zone IV:* The town of Coaticook and that territory comprised within a radius of five (5) miles from its limits.

*Zone V:* The remainder of the territorial jurisdiction.

III. *Minimum rates of wages:* a. The minimum rates of wages are the following for each of the hereinafter mentioned trades:

*Salaires horaires — Hourly rates*

	<i>Zones</i>				
	I	II	III	IV	V
Briqueteurs, maçons — Bricklayers, masons.....	\$ 0.85	\$ 0.80	\$ 0.75	\$ 0.70	\$ 0.60
Plâtriers — Plasterers.....	0.85	0.70	0.75	0.70	0.60
Maçons employés aux fondations en pierre — Masons, basement stones.....	0.75	0.70	0.65	0.60	0.50
Finisseurs de ciment — Cement finishers.....	0.65	0.50	0.55	0.50	0.45
Charpentiers-menuisiers — Carpenters-joiners.....	0.65	0.60	0.60	0.50	0.40
Peintres et tapissiers — Painters and paper hangers..	0.55	0.55	0.45	0.40	0.35
A Drummondville seulement — At Drummondville only.....			0.55		
Peintres (travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur) — Painters (for work performed over 45 feet high)		0.75	0.75		
Peintres (travail au pistolet) — Painters (spraying machine).....		0.60	0.60		
Lettreurs — Letterers.....		0.55	0.55		
Mécaniciens en tuyauterie: — Pipe mechanics:—					
Entrepreneurs (services personnels) — Contractors (personal services).....	0.90	0.75	0.80	0.70	0.55
Compagnons — Journeymen.....	0.60	0.45	0.50	0.45	0.30
Jeunes compagnons — Junior Journeymen.....	0.45	0.35	0.40	0.30	0.20
Après le 1er semestre — After the 1st six months	0.50	0.40	0.45	0.35	0.25
Ferblantiers-couvreur — Tinsmiths — roofers.....	0.60	0.45	0.50	0.45	0.30
Electriciens: — Electricians:—					
Entrepreneurs (services personnels) — Contractors (personal services).....	0.85	0.70	0.80	0.75	0.50
Compagnons — Journeymen.....	0.60	0.60	0.55	0.50	0.40
Mécaniciens de machines fixes ou portatives à vapeur (ou \$30.00 par semaine dans la zone I)—Enginemen — stationary or portable steam engines (or \$30.00 per week in zone I).....	0.60	0.50	0.50	0.40	0.40
Chauffeurs de bouilloires — Boiler firemen.....	0.50	0.40	0.40	0.40	0.30
Préposés aux malaxeurs à vapeur — Enginemen — steam mixers.....	0.60	0.50	0.50	0.40	0.40
Préposés aux malaxeurs à gazoline ou à l'électricité — Enginemen — gasoline or electrically driven mixers.	0.45	0.35	0.40	0.35	0.30
Préposés aux grues à vapeur — Enginemen — steam cranes.....	0.60	0.50	0.50	0.40	0.30
Préposés aux grues à gazoline ou à l'électricité — Enginemen—gas or electricity driven cranes.....	0.45	0.40	0.40	0.40	0.30
Préposés aux tracteurs et compresseurs — Enginemen — tractors and compressors.....	0.55	0.50	0.50	0.50	0.40
Poseurs de marbre, terrazzo ou tuile — Marble setters, terrazzo layers and tile setters.....	0.45	0.50	0.50	0.50	0.50

Salaires horaires — Hourly rates

	Zones				
	I	II	III	IV	V
Préposés au polissage du terrazo (à sec) — Terrazzo polishers (dry).....	0.45	0.50	0.50	0.50	0.50
Préposés aux machines à polir le terrazo (humide) — Men on terrazzo polishing machines (wet).....	0.45	0.45	0.45	0.45	0.45
Poseurs de gicleurs — Sprinklers fitters.....	0.60	0.55	0.55	0.50	0.50
Travailleurs en fer ornemental (montage) — Ornamental iron workers (erecting).....	0.50	0.40	0.40	0.40	0.40
Foreurs et préposés au sautage des mines — Drillers and shot firers.....	0.55	0.50	0.50	0.40	0.35
Chauffeurs de camion automobile — Truck drivers..	0.45	0.40	0.40	0.40	0.35
Charretier, conducteur — Carter, horse-driver.....	0.45	0.40	0.40	0.35	0.30
Manœuvre — Labourers.....	0.45	0.35	0.40	0.35	0.30
Journaliers — Common workers.....	0.45	0.35	0.35	0.35	0.30
Gardiens de nuit (par semaine maximum de 72 heures) — Night watchmen (per week of 72 hours).....	16.00	15.00	14.00	14.00	13.00

b. Les contremaitres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes sont rémunérés aux taux de dix (\$0.10) sous de plus par heure que le salaire établi pour leur métier.

c. Nonobstant les dispositions de la cédule de salaires précédente, dans la ville de Victoriaville et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, excepté Arthabaska, le salaire des compagnons-électriciens est de \$0.40 de l'heure et celui des entrepreneurs électriciens (services personnels) de \$0.65 de l'heure.

d. Nonobstant les dispositions de la cédule de salaires précédente, dans la ville de Victoriaville et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, excepté Arthabaska le salaire horaire des mécaniciens en tuyauterie et ferblantiers-couvreurs est le suivant :

Entrepreneurs (services personnels).....	\$ 0.60
Compagnons.....	0.35
Jeunes compagnons:	
1er semestre.....	0.25
2ème semestre.....	0.30

e. Dispositions relatives aux mécaniciens en tuyauterie, ferblantiers-couvreurs et électriciens seulement:

Tout travail exécuté le jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, la fête de St-Jean-Baptiste, la fête du Travail et les dimanches est rémunéré au taux de salaire et demi.

Pour les travaux exécutés en dehors du lieu de résidence du salarié, le transport et la pension sont à la charge de l'employeur, sans pour cela que le salaire du salarié soit réduit.

IV. Dispositions particulières concernant l'industrie du fer structural, les métiers de mécanicien de machines génératrices à vapeur et de chaudronnier:

a. Toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant l'installation (ou fabrication) de fer structural, de réservoirs et autres travaux avec métal laminé et l'installation de bouilloires et réservoirs portatifs, est rémunérée au taux horaire minimum de quatre-vingt-sept (0.87) cents.

Toute démolition de fer structural et de métal laminé est rémunérée au même taux que l'installation.

Toutefois, l'installation de réservoirs et bouilloires portatives de moins de deux tonnes est considérée comme du travail de gréage et rémunérée au taux horaire minimum de cinquante-trois (0.53) cents.

Il ne peut y avoir qu'un apprenti par sept (7) travailleurs en fer structural employés sur tout

b. Foremen who have the supervision of a gang shall be paid ten (\$0.10) cents more per hour than the rate of wages fixed for their trade.

c. Notwithstanding the provisions of the preceding schedule, in the town of Victoriaville and a radius of five (5) miles from its limits, Arthabaska excepted, the wage rate for journeymen-electricians is \$0.40 per hour and for electrician contractors (personal services) \$0.65 per hour.

d. Notwithstanding the provisions of the preceding schedule, in the town of Victoriaville and a radius of five (5) miles from its limits, Arthabaska excepted, the hourly wage rate of pipe mechanics and tinsmiths-roofers is the following:

Contractors (personal services).....	\$ 0.60
Journeymen.....	0.35
Junior journeymen:	
1st six months.....	0.25
2nd six months.....	0.30

e. Provisions respecting pipe-mechanics, tinsmiths-roofers and electricians only:

Any work performed on New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and on Sundays is to be paid for at the rate of time and one half.

For work performed outside the place of residence of the employee, the employer shall provide for the latter's transportation and boarding without any reduction on the wages of the said employee.

IV. Particular provisions concerning the structural iron industry, the steam generator mechanic's and boiler maker's trades:

a. All operations performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank and other plate work and the installation of portable boilers and tanks is to be remunerated at a wage rate of not less than eighty-seven (\$0.87) cents per hour.

The demolishing or dismantling of structural steel and plate work shall bear the same rate as the erection thereof.

However, the installation of portable tanks and boilers under two tons in weight is to be considered in the "rigging" class and remunerated at a wage rate of not less than fifty-three (\$0.53) cents per hour.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every seven (7) structural iron

chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à sept (7).

*b. Machines génératrices à vapeur: Etendue du travail:* Le travail du mécanicien de machines génératrices à vapeur comprend toute opération relative au montage de toute machinerie employée pour la production de la force motrice, au moyen de vapeur ou de combustion; il comprend également le montage des structures en acier, le posage d'accessoires sur des bases ou supports, le posage ou le roulage de conduits, l'installation et l'alignement d'accessoires à mouvement alternatif ou rotatif, tels que les évantails, les moteurs, les pompes, les pulvérisateurs, les brûleurs, etc. et le posage et l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Les aides peuvent aider ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils doivent toujours travailler sous la surveillance d'un mécanicien expérimenté. Dans cette catégorie, il y a un (1) aide pour chaque mécanicien employé.

Le démontage des accessoires ci-haut mentionnés pour fins de réinstallation rapporte le même taux que le montage.

Toutefois, le présent décret ne régit pas lesdits travaux exécutés sur les systèmes de chauffage direct à l'eau chaude.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds ou moins ont droit à un salaire horaire de 0.70, les aides sont rémunérés à raison de 0.47 l'heure. La durée de travail est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, sans limitation journalière. Dans cette catégorie, il y a un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

*c. Chaudronniers:* Le travail des chaudronniers comprend, sans enfreindre les dispositions des paragraphes "a" et "b" du présent article, la fabrication de conduits d'échappement de fumée, de trémies (hoppers), de soutes à charbon, de chargeurs automatiques (conveyors), de réservoirs et de tout métal laminé.

Dans cette catégorie, il y a un (1) aide par cinq (5) ouvriers qualifiés.

*d. Taux de salaires:* Les taux de salaire minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Peintres (fer structural).....	\$ 0.74
Monteurs-fer structural (toutes catégories).....	0.87
Chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur.....	0.87
Aides chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur.....	0.64

*e. Apprentissage:* Le salaire des apprentis est le suivant par rapport aux taux mentionnés ci-haut:

1ère année.....	50%
2ième année.....	75%

V. Les salaires doivent être payés chaque semaine.

VI. *Durée du travail:* a. La durée du travail de tout salarié assujéti au présent décret ne doit pas excéder huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures. Toutefois, les mécaniciens en tuyauterie, les ferblantiers-couvreurs et les électriciens peuvent répondre aux appels d'urgence.

workers employed on any job, or one apprentice when the number of structural iron workers employed is less than seven.

*b. Steam generation: Scope of work:* The operation of steam generator mechanics shall comprise all work involved in the erection of all equipment used in the generation of steam or fuel burning and shall include also such work as the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting or rolling of tubes, the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers, etc., and the fitting and assembling of all pressure and non-pressure parts.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but shall at all times work under the supervision of a skilled mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof, for the purpose of reinstallation, shall bear the same rate as erection.

However, the present decree does not govern works performed on direct water heating systems.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraphs, workers doing the installation of stokers in furnaces with an horizontal heating surface of twenty (20) feet and less, are entitled to an hourly rate of 0.70; their helpers shall receive 0.47 per hour. The weekly duration of labour is fifty-five (55) hours without daily limitation. In this category, the ratio of helpers to skilled workers shall be one to one.

*c. Boilermakers:* The operations of boiler makers include, without impairing the provisions of subsections "a" and "b" of the present section, the erection of steel smoke-stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work.

The ratio of helpers in this category of work shall be one (1) to five (5) mechanics.

*d. Wage rates:* The minimum wage rates are the following for each of the trades hereinafter mentioned:

Trades	Hourly rates
Painters (structural iron).....	\$ 0.74
Structural iron erectors (all categories).....	0.87
Boiler makers, erectors and including steam generator mechanics.....	0.87
Helpers-boiler makers, erectors and steam generator mechanics.....	0.64

*e. Apprenticeship:* The apprentices' wages are the following with regard to the rates hereinabove mentioned:

1st year.....	50%
2nd year.....	75%

V. Wages shall be paid each week.

VI. *Duration of labour:* a. The duration of labour for any employee governed by the present decree shall not exceed eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. The weekly duration of labour shall be forty-eight (48) hours. However, pipe mechanics, tin-smiths-roofers and electricians may answer urgent calls.

b. Tout travail exécuté en dehors des heures réglementaires est rémunéré au taux de salaire et demi, même si un salarié change d'employeur.

c. Tout travail urgent qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté pendant les périodes journalières de travail ci-haut mentionnées, peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers, pourvu que le comité paritaire en soit avisé. Cependant tel travail demeure sujet à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante-huit (48) heures par semaine. Il est toujours possible aux entrepreneurs d'organiser la double ou la triple équipe pourvu que telle équipe ne travaille pas plus de huit (8) heures par journée de 24 heures.

VII. Dans les limites du comté d'Arthabaska, la durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures réparties comme suit: neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi, réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m.; huit (8) heures le vendredi, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. et quatre (4) heures le samedi, entre 8.00 a.m. et midi, sauf pour la période du 1er novembre au 1er mars durant laquelle la semaine de travail est de quarante-huit (48) heures et la journée, de huit (8) heures.

VIII. *Gîte et couvert*: Une déduction de \$1.00 par semaine et par chambre est autorisée si l'ouvrier loge chez son employeur; une déduction maximum de \$0.25 par repas est autorisé si cet ouvrier est pensionné par son patron.

IX. Il est expressément stipulé que tout contrat conclu entre employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce est de nul effet à moins qu'il ne soit possible de démontrer que le montant dudit contrat, déduction faite des matériaux de construction, est équivalent au taux de salaire légal horaire des salariés employés, en tenant compte du nombre réel d'heures de travail faites et du nombre de salariés engagés.

X. *Travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire est rémunéré au taux de salaire et demi.

Le travail exécuté le dimanche et les fêtes religieuses d'obligation, c'est à dire le 1er janvier, le 6 janvier, la fête de l'Ascension, la Toussaint (1er novembre), l'Immaculée Conception, le jour de Noël, ainsi que le Vendredi Saint, le 24 juin, le 1er juillet et la fête du travail, est rémunéré au taux de salaire double.

APPRENTISSAGE

XI. a. Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus, ou après avoir dépassé 25 ans.

Toute personne, âgée de 25 à 30 ans, qui se présente devant le Bureau des examinateurs du comité paritaire pour avoir un certificat d'apprenti, doit fournir un affidavit à l'effet qu'elle a travaillé au moins douze (12) mois pour un employeur professionnel avant d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq (25) ans.

b. A compter de la date de la mise en vigueur du décret, le nom de tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu par le comité paritaire.

c. Ledit registre doit mentionner le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti. Il doit contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous les employeurs

b. All work performed outside the regular hours is to be paid for at the rate of time and one half, even if the employees changes of employer.

c. Any urgent work which cannot possibly be performed during the regular working periods hereinabove mentioned, may be performed in other periods of the day, at regular rates; the employer shall notify the Parity Committee of such derogation. However, such work is subject to the daily limitation of eight (8) hours and to the weekly limitation of forty-eight (48) hours. Contractors may set up the two or three-shift system provided such shifts do not work more than eight (8) hours per day of 24 hours.

VII. Within the limits of Arthabaska county, the weekly duration of labour shall be forty-eight (48) hours distributed as follows: nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, taking place between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.; eight (8) hours on Friday, taking place between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and four (4) hours on Saturday, between 8.00 a.m. and 12.00 noon. However, the weekly duration of labour shall be forty-eight (48) hours and the daily period shall be eight (8) hours from November 1st to March 1st.

VIII. *Room and board*: A deduction of \$1.00 per week and per room is allowed if the employee lives with his employer; a maximum deduction of \$0.25 per meal is authorized if the employee is boarded by his employer.

IX. It is expressly stipulated that all contracts entered into between an employer and one or many employees on piece work basis are invalid, unless it can be established that the amount of such contracts, excluding the price of building materials, is equal to the amount of the legal wage rate per hour of workmen employed and calculated on the basis of the actual number of hours worked and workmen engaged.

X. *Overtime work*: Any overtime work is to be paid at the rate of time and one half.

All work performed on Sundays and on Holidays, i.e. on the 1st of January, the 6th of January, Ascension Day, All Saints' Day (1st of November), Immaculate Conception, Christmas Day, as well as on Good Friday, June 24th, the 1st of July and Labour Day, is to be paid at the rate of double time.

APPRENTICESHIP

XI. a.—No apprentice in one or the other of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before 16 years of age not after 25 years.

Any person, from 25 to 30 years old, appearing before the Board of Examiners of the Parity Committee to obtain a certificate of apprentice, shall furnish an affidavit proving that he has been in the employ of a professional employer during at least twelve (12) months before the age of twenty-five (25).

b. From the date of the enforcement of the decree, every apprentice shall have his name registered by the Parity Committee.

c. In such register, shall be mentioned the name, age and address of the apprentice. Shall also be stated the date on which the apprentice began his apprenticeship and the proof of continuity of the training of the apprentice, the name and address of his first employer and of every

successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

d. Le comité paritaire doit fournir à chaque apprenti un livre dit "livret d'apprentissage" qui doit indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs doivent indiquer sous leur signature, les dates de commencement et de cessation de service de l'apprenti.

e. Pour les métiers de briqueteur, plâtrier, maçon, charpentier-menuisier et peintre, il n'y a qu'un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de trois (3).

Il est entendu qu'aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul, celui-ci doit toujours être accompagné d'un compagnon ou d'un entrepreneur de son métier.

f. L'apprentissage comporte 48 mois de travail du métier; toutefois, dans le cas où un apprenti suit un cours dans une école industrielle ou de métier, chaque heure d'étude équivaut à une (1) heure d'apprentissage pourvu que les études se fassent concurremment avec le travail.

g. Taux de salaires: Les taux de salaires minima des apprentis sont les suivants:

other employer until the end of the period of apprenticeship hereinafter determined for his trade.

d. The Parity Committee shall furnish to each apprentice, a booklet said "apprenticeship booklet" stating the periods of time passed with each employer. The employers shall give, under their signature, the dates of beginning and ceasing of employ of the apprentice.

e. For the following trades: bricklayer, plasterer, mason, carpenter-joiner and painter, only one (1) apprentice shall be employed to each three (3) journeymen or fraction thereof.

It is understood that no apprentice may be put to work alone by an employer; such apprentice shall always be accompanied by a journeyman or by a contractor of his trade.

f. The apprenticeship is of 48 months of work in the trade; however, if an apprentice is studying in an industrial or trade school, each hour of study should be equivalent to one (1) hour of apprenticeship provided the studying be made jointly with labour.

g. Rates of wages: The minimum rates of wages for apprentices are the following:

*Salaires horaires — Hourly rates*

Zone I Zone II Zone III Zone IV Zone V

*Métier — Trades:*

**Briqueteurs, maçons — Bricklayers, masons:**

1ère année — 1st year.....	\$0.35	\$ 0.24	\$ 0.30	\$ 0.25	\$ 0.20
2ième année — 2nd year.....	0.45	0.36	0.40	0.35	0.30
3ième année — 3rd year.....	0.55	0.48	0.50	0.45	0.40
4ième année — 4th year.....	0.65	0.60	0.60	0.55	0.45

**Plâtriers — Plasterers:**

1ère année — 1st year.....	0.35	0.21	0.30	0.25	0.20
2ième année — 2nd year.....	0.45	0.31½	0.40	0.35	0.30
3ième année — 3rd year.....	0.55	0.42	0.50	0.45	0.40
4ième année — 4th year.....	0.65	0.52½	0.60	0.55	0.45

**Finisseurs de ciment — Cement finishers:**

1ère année — 1st year.....	.....	0.25	0.25	0.20	0.20
2ième année — 2nd year.....	.....	0.35	0.35	0.30	0.30
3ième année — 3rd year.....	.....	0.40	0.40	0.35	0.35
4ième année — 4th year.....	.....	0.45	0.45	0.40	0.40

**Charpentiers-menuisiers — Carpenters-joiners:**

1ère année — 1st year.....	0.35	0.30	0.30	0.25	0.20
2ième année — 2nd year.....	0.40	0.35	0.35	0.30	0.25
3ième année — 3rd year.....	0.45	0.40	0.40	0.35	0.30
4ième année — 4th year.....	0.50	0.45	0.45	0.40	0.35

**Peintres — Painters:**

1ère année — 1st year.....	0.30	0.225	0.25	0.20	0.175
2ième année — 2nd year.....	0.35	0.275	0.30	0.25	0.225
3ième année — 3rd year.....	0.40	0.32	0.35	0.30	0.275
4ième année — 4th year.....	0.45	0.375	0.40	0.35	0.325

**Mécaniciens en tuyauterie et ferblantiers-couvreurs—  
Pipe mechanics and tinsmiths-roofers:**

1ère année — 1st year.....	0.20	0.20	0.20	0.20	0.15
2ième année — 2nd year.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20
3ième année — 3rd year.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
4ième année — 4th year.....	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30

**Electriciens — Electricians:**

1ère année — 1st year.....	0.20	0.20	0.20	0.20	0.15
2ième année — 2nd year.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20
3ième année — 3rd year.....	0.30	0.30	0.30	0.30	0.25
4ième année — 4th year.....	0.35	0.35	0.35	0.35	0.30

h. Un apprenti qui a été employé dans des métiers plus haut désignés avant la mise en vigueur du présent décret, doit fournir au comité paritaire un état dûment accompagné d'un affidavit du

h. If an apprentice has been employed in one of the hereinabove mentioned trades before the enforcement of the present decree, he shall present to the Parity Committee a statement under oath

temps qu'il a servi chez un employeur; ces déclarations sont consignées dans le registre de l'apprentissage du comité paritaire.

i. Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés n'est reconnu valide, à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du présent décret.

j. L'employeur doit notifier immédiatement le comité paritaire de l'entrée en apprentissage d'un salarié.

k. Le comité paritaire a le droit d'exiger la preuve d'âge de l'apprenti.

l. L'employeur doit instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent, afin d'en faire des salariés compétents.

OUVRIERS PRÉPOSÉS A L'ENTRETIEN

XII. Les mots "ouvriers préposés à l'entretien" désignent tout salarié qualifié (de métier) ou non-qualifié de l'industrie de la construction qui est engagé à l'année exclusivement par un même employeur pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles. Toutefois, n'est pas considéré comme travail d'entretien, la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

Toute personne payée à l'heure ou à forfait pour un ouvrage temporaire n'est pas considéré comme ouvrier préposé à l'entretien.

XIII. a. Les ouvriers préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'églises ou de chapelles, des séminaires, des universités, des collèges, des couvents, des monastères, des hôpitaux publics ou privés, des orphelinats, des asiles, des refuges, des crèches ou des ouvroirs ont droit aux salaires hebdomadaires suivants:

Métiers — Trades:

Compagnons — Journeymen.....	\$20.00	\$18.00	\$18.00	\$17.30	\$15.50
Journaliers (ouvriers non qualifiés) — Labourers.	15.40	13.40	13.40	11.45	10.25

b. Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie ou de résidences de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers ou de magasins sont payés les taux de salaires hebdomadaires minimum suivants:

Métiers — Trades:

Compagnons — Journeymen.....	\$22.00	\$20.00	\$20.00	\$18.75	\$16.80
Journaliers (ouvriers non qualifiés) — Labourers.	17.60	15.40	15.40	14.40	12.00

c. La durée maximum hebdomadaire de travail pour les hommes préposés à l'entretien est de quarante-huit (48) heures sans limitation journalière de la durée du travail.

d. Tout travail supplémentaire exécuté par des hommes préposés à l'entretien est rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers dans la première liste de métiers ci-dessus mentionnée.

e. Les ouvriers préposés à l'entretien recevant un salaire annuel d'au moins \$1,500. et qui, à cause de la nature de leur emploi, sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles sont par la présente exemptés des taux de salaires pour travail supplémentaire.

XIV. Il est expressément stipulé que les contrats de construction accordés et signés avant l'adoption du présent décret, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret et sont régis en vertu des dispositions de la convention rendue

of the period of time he has worked for an employer. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the Parity Committee.

i. No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the present decree.

j. The employer shall notify immediately the Parity Committee of the date an employee begins his apprenticeship.

k. The Parity Committee has the right to request the proof of the age of the apprentice.

l. The employer shall instruct his apprentices in the trades in which the latter are working, so that they may become qualified employees.

MAINTENANCE MEN

XII. The words "maintenance men" designate any skilled tradesman or unskilled workman of the building trades employed throughout the year exclusively by the same employer, and engaged upon the upkeep of building property. However, no new construction, reconstruction or re-installation of any unit in any building is considered as maintenance work.

Any person paid by the hour or by the job for a temporary work is not deemed to be a permanent employee.

XIII. a. Maintenance men employed in churches, chapels, or buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphan asylums, refuges, nurseries, charity workrooms (*ouvroirs*) are entitled to the following minimum weekly rates:

Salaires hebdomadaires — Weekly rates

Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV	Zone V
\$20.00	\$18.00	\$18.00	\$17.30	\$15.50
15.40	13.40	13.40	11.45	10.25

b. Maintenance men employed in office or public buildings, apartment buildings or dwelling houses of any kind and in hotels, factories or manufacturing establishments and stores are entitled to the following minimum weekly rates:

Salaires hebdomadaires — Weekly rates

Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV	Zone V
\$22.00	\$20.00	\$20.00	\$18.75	\$16.80
17.60	15.40	15.40	14.40	12.00

c. The maximum weekly duration of labour in respect to maintenance men is forty-eight (48) hours per week without any daily limitation of the labour

d. Overtime work performed by maintenance men is to be paid in accordance with the hourly rate specified in the particular trade classification concerned as set forth in the list of trades first hereinbefore described.

e. Maintenance men in receipt of a yearly salary not less than \$1,500. and who are required by the nature of their work to answer emergency calls at any time of day or night for the protection of buildings or property, are hereby excluded from overtime of rates wages.

XIV. It is stipulated that building contracts given and signed before the adoption of the present decree, are not subject to the provisions of the present decree and are governed by the provisions of the agreement made obligatory by

obligatoire par l'arrêté ministériel N° 692, du 7 mai 1938, et ses amendements.

XV. Le présent décret n'affecte aucunement les droits acquis par les salariés et les réclamations intentées par le comité paritaire en vertu desdits décrets antérieurs.

XVI. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars suivant. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties ait donné un avis écrit à l'autre partie de son intention d'y apporter des modifications ou de l'abroger, au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date de son expiration. Tel avis doit également être adressé au ministre du Travail de la province de Québec.

2047-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Order in Council No. 692, of May 7, 1938, and its amendments.

XV. The present decree does not affect in any way the rights acquired by the employees and the claims of the Parity Committee under the said decrees.

XVI. *Duration of the decree:* The present decree is in force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until the 31st of March following. It is renewable automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties gives a written notice to the other party of its intention to repeal or modify same, at least ninety (90) days before the date of its expiration. Such notice must also be given to the Minister of Labour of the Province of Quebec.

2047-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 38

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2591
ARRÊTÉS EN CONSEIL:	
2334—Débardeurs du port de Montréal, navigation océanique.....	2603
2335—Doubleurs, navigation océanique dans le port de Montréal.....	2600
2396—Concernant un nouvel amendement aux règlements pris en exécution de la Loi des édifices publics.....	2632
2397—Concernant un nouvel amendement aux règlements pris en exécution de la Loi des établissements industriels et commerciaux.....	2632
2402—Métiers du bâtiment dans le district des Cantons de l'Est.....	2633
AVIS DIVERS:	
Delisle Auto Limitée.....	2612
London Waste Manufacturing Company Ltd.....	2613
Longchamp, Joseph.....	2612
Paradis, Armand.....	2612
Pointe-aux-Trembles, commission scolaire.....	2613
Union des Artistes Lyriques et Dramatiques.....	2613
BUREAUX-CHEF:	
Delisle Auto Limitée.....	2613
Donalda Copper Mines, Limited.....	2614
CHARTES—ABANDON DE:	
A. Janin et Compagnie Limitée.....	2614
Amm Gold Mines (Quebec) Limited.....	2614
Labrador Club Incorporated.....	2615
Viewmount Realty Corporation.....	2614
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:	
McMasterville, munic. scolaire.....	2615
St-Michel-de-Squateck, munic. scolaire..	2615
EXAMEN DU BARREAU:	
Bedford: étude du droit.....	2615

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2591
ORDERS IN COUNCIL	
2334—Longshoremen of the harbour of Montreal, oceanic navigation.....	2603
2335—Shipliners, oceanic navigation in the harbour of Montreal.....	2600
2396—Concerning a new amendment to the regulations under the Public Building Safety Act.....	2632
2397—Concerning a new amendment to the regulations under the industrial and commercial establishments Act.....	2632
2402—Building trades in the Eastern Townships district.....	2633
MISCELLANEOUS NOTICES:	
Delisle Auto Limitée.....	2612
London Waste Manufacturing Company Ltd.....	2613
Longchamp, Joseph.....	2612
Paradis, Armand.....	2612
Pointe-aux-Trembles, school commission	2613
Union des Artistes Lyriques et Dramatiques.....	2613
CHIEF-OFFICES:	
Delisle Auto Limitée.....	2613
Donalda Copper Mines, Limited.....	2614
CHARTERS—SURRENDER OF:	
A. Janin and Company Limited.....	2614
Amm Gold Mines (Quebec) Limited.....	2614
Labrador Club Incorporated.....	2615
Viewmount Realty Corporation.....	2614
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:	
McMasterville, school munic.....	2615
St-Michel-de-Squateck, school munic...	2615
BAR EXAMINATION:	
Bedford: study of the law.....	2615

LETTRES PATENTES:

Carsil Products Limited.....	2592
Drummond Cafe Inc.....	2593
Golden's Men's Wear Inc.....	2593
J. Alphonse Boivin & Compagnie Limi- tée.....	2594
Larchmont Realities Ltd.....	2594
Levinoff and Herscovitch Limited.....	2595
Montreal Industrial Services Limited....	2596
Morgan Leather Goods Co.....	2595
Seeley Systems (Quebec) Limited.....	2596
Service Industries Limited.....	2597
Société de Bienfaisance des Enfants Néces- siteux.....	2598

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Metropolitan Electric Company Limited	2598
Pharmacies Modernes Inc.....	2600
The American Advertising Agency, Ltd.	2600

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Couvoir Coopératif de Repentigny.....	2615
Société Coopérative Agricole de Weedon	2616

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Commerce de détail de la cité de Québec	2628
Maîtres et employés barbiers de la cité et du district de Hull.....	2631
Métiers de la construction de Joliette...	2631

PROCLAMATION:

Saints-Martyrs-Canadiens, paroisse des.	2616
---	------

SOUMISSIONS:

Cap-de-la-Madeleine, cité de.....	2618
-----------------------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Vennes, Arthur.....	2618
---------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Derome <i>et vir</i> vs Derome <i>et vir</i> .....	2619
--	------

VENTES POUR TAXES:

Outremont, cité de.....	2623
Trois-Rivières, cité de.....	2609
Villeroy, municipalité scolaire.....	2610

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Joliette:

Tremblay vs Héritiers Sinaï Grenier....	2620
---	------

Québec:

Le Syndicat de Construction Moderne Limitée vs Scallen.....	2621
Morissette vs Pageau.....	2621

Richelieu:

Forcier vs Brouillard <i>et al</i> .....	2622
--	------

Rimouski:

Lavoie vs Turcotte.....	2622
-------------------------	------

2049-o

LETTERS PATENT:

Carsil Products Limited.....	2592
Drummond Cafe Inc.....	2593
Golden's Men's Wear Inc.....	2593
J. Alphonse Boivin & Compagnie Limi- tée.....	2594
Larchmont Realities Ltd.....	2594
Levinoff and Herscovitch Limited.....	2595
Montreal Industrial Services Limited....	2596
Morgan Leather Goods Co.....	2595
Seeley Systems (Quebec) Limited.....	2596
Service Industries Limited.....	2597
Société de Bienfaisance des Enfants Néces- siteux.....	2598

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Metropolitan Electric Company Limited	2598
Pharmacies Modernes Inc.....	2600
The American Advertising Agency, Ltd.	2600

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Couvoir Coopératif de Repentigny.....	2615
Société Coopérative Agricole de Weedon	2616

DEPARTMENT OF LABOUR:

Retail trade of the city of Québec.....	2628
Master and employee barbers of the city and district of Hull.....	2631
Building trades of Joliette.....	2631

PROCLAMATION:

Saints-Martyrs-Canadiens, parish of....	2616
---	------

TENDERS:

Cap-de-la-Madeleine, city of.....	2618
-----------------------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Vennes, Arthur.....	2618
---------------------	------

SALE BY LICITATION:

Derome <i>et vir</i> vs Derome <i>et vir</i> .....	2619
--	------

SALES FOR TAXES:

Outremont, city of.....	2623
Trois-Rivières, city of.....	2609
Villeroy, school municipality.....	2610

SHERIFFS' SALES:

Joliette:

Tremblay vs Heirs of Sinaï Grenier....	2620
--	------

Québec:

Le Syndicat de Construction Moderne Limitée vs Scallen.....	2621
Morissette vs Pageau.....	2621

Richelieu:

Forcier vs Brouillard <i>et al</i> .....	2622
--	------

Rimouski:

Lavoie vs Turcotte.....	2622
-------------------------	------

2049-o

